

AVRIL 2025

Revue Suisse

La revue des
Suisse·ses de l'étranger

**Inventif et diversifié:
le patrimoine culinaire Suisse**

Dans la crise entre la Suisse et l'UE,
l'heure de vérité approche

Gratte-ciel en bois:
la Suisse vise de nouveaux records du monde



Au-delà des frontières. Nous restons la banque proche des Suisses de l'étranger.

Un conseil individuel et professionnel répondant à des exigences de très haute qualité? Notre Private Banking a la solution qu'il vous faut.



OFFREZ UN MORCEAU DE SUISSE!



Nos camps d'été et d'hiver permettent aux jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger de se reconnecter à leur pays, entre aventures, amitiés et expériences inoubliables.



Faites un don et contribuez à créer des souvenirs impérissables.



Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

Nos partenaires :

travel swi^zerland



SWI swissinfo.ch



4 En profondeur

La Suisse et l'UE veulent désormais surmonter leurs différends

9 Nouvelles

Après la débâcle de Credit Suisse, le débat sur des règles plus strictes se poursuit

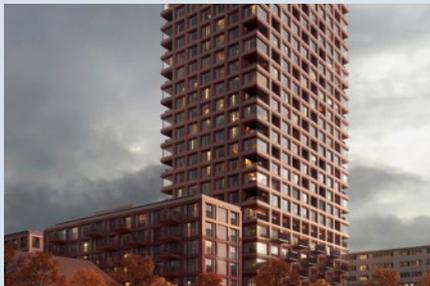
10 Société

Le patrimoine culinaire de la Suisse compte des centaines de spécialités

Le Conseil fédéral présente une loi pour interdire les symboles nazis

14 Reportage

Suisse bâtitriceuse: les gratte-ciel en bois sont à la mode



Ina Invest/Implemia

Actualités de votre région**18 Chiffres suisses**

Les championnes d'Europe de la lecture sont les Suissesses

20 Lu pour vous

Les votations populaires transforment la Suisse, y compris la «Cinquième»

22 Écoutez pour vous

Meimuna, une voix douce dans le tapage du monde

24 Sport

Les Suissesses font leur entrée sur la grande scène du foot

28 Nouvelles du Palais fédéral

Interview de Marianne Jenni, nouvelle directrice de la Direction consulaire

31 Infos de SwissCommunity

Photo de couverture: spécialités régionales du canton d'Appenzell. Illustration tirée du nouveau livre «Le Patrimoine culinaire suisse», Infolio Éditions, Gollion

Hautes falaises

Un ami m'a décrit récemment ce qu'il se passerait si l'on égalisait le paysage, faisant naître en moi des images difficiles à oublier. En Suisse, par exemple, si l'on aplanissait tous les sommets alpins, qu'on remblayait toutes les vallées et qu'on nivelait l'entier du pays avec de gros bulldozers, on obtiendrait un haut plateau situé à quelque 1300 mètres d'altitude. Et là où ça deviendrait vraiment intéressant, c'est si les pays voisins corrigeaient leur propre paysage de la même façon.

Il existe du reste une «liste des pays par altitude moyenne»: elle ne sert pas à grand-chose, mais elle est très précise. L'Allemagne, une fois nivelée à son altitude moyenne, ne dépasserait pas 300 mètres, la France 400, l'Italie 500, l'Autriche 900 et le Liechtenstein 1100 mètres d'altitude. Ainsi, dans une Europe aplanie, les frontières de la Suisse formeraient partout une falaise incroyablement élevée. Personne ne nous arriverait à la cheville. Et un dénivelé de près de 1000 mètres nous séparerait de nos voisins du nord.

Pourquoi cette image s'imprime-t-elle dans l'esprit? Nous savons tous que la frontière nationale suisse est souvent invisible. À pied, on franchit cette ligne de séparation imaginaire sans risquer de chuter. Lorsqu'on randonne dans le Jura, par exemple, on ne sait pas toujours dans quel pays on se situe.

Et pourtant, ces prochains mois, la Suisse s'apprête à se demander sérieusement si elle est ou non un pays entouré de falaises infranchissables. Après des négociations qui ont paru interminables, la Suisse et l'Union européenne ont défini, dans les grandes lignes, la manière dont elles comptent organiser et entretenir leurs relations mutuelles. L'enjeu est de taille. Car il s'agit de la vie quotidienne des gens qui apprécient les frontières ouvertes de l'Europe, c'est-à-dire la libre circulation des personnes, les projets des étudiants, le commerce, l'approvisionnement, les flux d'énergie, l'immigration. Et il est l'heure pour la Suisse de sortir du bois et de faire savoir à quel point elle veut être proche de l'UE sans en devenir membre. Nous approfondissons cette question dans ce numéro.

Les Suisses de l'étranger ont aussi leur mot à dire. Le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE), ou «Parlement de la «Cinquième Suisse»», va bientôt être renouvelé. Nombre de citoyens pourront élire pour la première fois par vote électronique leurs délégués au CSE. Ce qui rendra celui-ci plus représentatif, et donc plus légitime pour défendre les intérêts des Suisses de l'étranger.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Vers la liste des pays par altitude moyenne: www.revue.link/falaise

La «Revue Suisse», magazine d'information de la Cinquième Suisse, est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.

**Swiss
Community**

Dans la question européenne, l'heure de vérité approche

La Suisse et l'Union européenne (UE) entendent surmonter la crise que traverse leur relation. Après d'âpres négociations, un nouveau paquet d'accords est sur la table. Mais sur le plan de la politique intérieure, ce rapprochement bilatéral reste controversé. Le peuple aura le dernier mot.

THEODORA PETER

Quand le Conseil fédéral, peu avant Noël, a annoncé la bonne nouvelle, à savoir l'achèvement des négociations avec l'UE, le ministre des affaires étrangères, Ignazio Cassis (PLR), a parlé d'un «jalon important». «En ces temps très incertains, il est important d'avoir de bonnes relations avec l'UE et avec nos pays voisins», a-t-il déclaré aux médias.

Auparavant, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avait fait exprès le déplacement de Bruxelles à Berne pour souligner l'importance de la conclusion de l'accord. «Nous sommes aussi proches qu'il est possible de l'être», a déclaré Ursula von der Leyen devant les caméras, évoquant un partenariat «d'égal à égal». Le paquet de négociations avec l'UE contient le renouvellement de cinq accords existants ainsi que trois nouveaux accords sur l'électricité, la santé et la sécurité alimentaire.

Avant ce rapprochement, une longue crise a marqué la relation entre la Suisse et l'UE. Ainsi, il y a trois ans, le Conseil fédéral avait rompu les négociations sur un accord-cadre insti-

tutionnel sans résultat (cf. «Revue» 4/2021). Les différends étaient insurmontables, par exemple concernant la protection salariale ou le droit de séjour des citoyens européens en Suisse. L'UE avait réagi à cela avec humeur et cherché des noises à la Suisse, notamment en la dégradant dans son prestigieux programme de recherche Horizon Europe (cf. «Revue» 5/2022).

«Plus grande place de marché du monde»

Après un temps de réflexion de moins d'un an, les deux parties se sont remises à négocier. Deux cents réunions plus tard, elles présentent un

La Suisse et l'UE s'échangent tous les jours des marchandises et des services d'une valeur totale de plus d'un milliard de francs.

nouveau paquet d'accords, qui poursuit la voie bilatérale initiée il y a 25 ans. Le morceau de résistance de celui-ci reste la libre participation au marché intérieur européen, «la plus grande place de marché du monde», comme l'a souligné Ignazio Cassis. Rien que la Suisse et l'UE s'échangent tous les jours des marchandises et des services d'une valeur totale de plus d'un milliard de francs. «Notre prospérité en dépend.»

L'accès à un espace économique comptant près de 500 millions de consommateurs a un prix: pour en bénéficier, la Suisse devra verser 350 millions de francs par an pour la période allant de 2030 à 2036. Ce montant dit «de cohésion» ne rejoindra pas les caisses de l'UE, mais servira au développement des États européens économiquement faibles. Jusqu'ici, la Suisse payait 130 millions de francs par année.

Outre l'accès au marché intérieur de l'UE, la libre circulation des personnes est au cœur des accords bilatéraux. Elle donne à la population le droit de travailler et de vivre dans un autre pays de l'espace économique. Le libre choix du lieu de résidence et de travail est vital pour les plus de 500 000





Illustration Max Spring

Suisses vivant en Europe. En échange, les citoyens européens peuvent s'établir et travailler en Suisse.

Des exceptions pour le «Sonderfall» suisse

Dans ces nouvelles négociations, Bruxelles a tenu compte des intérêts particuliers de la Suisse. Par exemple, les citoyens européens ne pourront rester durablement en Suisse que s'ils y travaillent. Le but de cela est d'éviter qu'ils s'installent en Suisse uniquement pour profiter des meilleures prestations sociales qu'offre le pays par rapport à l'UE.

Une «clause de sauvegarde» a également été négociée: selon celle-ci, la Suisse pourra limiter l'immigration elle-même en cas de «graves problèmes économiques ou sociaux». Quand et comment ce mécanisme sera-t-il activé? La question reste ouverte et fera encore beaucoup parler d'elle dans les milieux politiques.

Autre point délicat: la protection salariale. À l'avenir, le principe appliqué dans toute l'Europe restera le suivant: «salaire égal pour un travail égal au même endroit». Cela protège le haut niveau des salaires suisses et empêche les entreprises européennes de proposer du travail en Suisse en pratiquant le dumping salarial. Cependant, les syndicats refusent la reprise de la réglementation de l'UE s'appliquant aux frais professionnels, qui s'appuie sur le pays d'origine des travailleurs détachés. Conformément à celle-ci, un travailleur polonais envoyé sur un chantier en Suisse ne recevrait pour ses nuitées et ses repas que la somme qu'il dépenserait pour cela en Pologne. L'Union patronale suisse trouve elle aussi cette réglementation «grottesque».

Les partenaires sociaux veulent donc convaincre le Conseil fédéral et le Parlement d'inscrire dans la loi que les tarifs suisses s'appliquent non seulement aux salaires, mais aussi aux défraiements. L'Union syndicale suisse a indiqué que dans la votation populaire

à venir, elle ne soutiendrait les accords avec l'UE qu'à cette condition, entre autres.

Le Conseil fédéral entend clarifier les questions ouvertes jusqu'en été, puis lancer une consultation sur le paquet global, y compris les changements législatifs concernés. Le Parlement se penchera sur le dossier européen à partir de 2026, et la votation populaire n'interviendra sans doute pas avant 2028, et donc après les prochaines élections nationales de 2027.

Opposition fondamentale de la droite

Au sein des partis, le nouveau deal avec l'UE a suscité des sentiments mitigés. Seuls les Vert-e-s et les Vert'libéraux se sont déjà clairement prononcés en faveur des accords. À gauche, le PS et les syndicats réclament des garanties politiques, tant en ce qui concerne la protection salariale que le service public.

Le PLR, parti du ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis, a lui aussi fait preuve de retenue après l'annonce de l'achèvement des négociations. «Nous n'applaudissons pas ces accords, ni ne les condamnons», a déclaré le parti libéral-radical qui, jusqu'ici, avait soutenu sans réserve la voie bilatérale. Et de préciser qu'il voulait d'abord examiner de près les nouveaux accords. Le Centre s'est lui aussi montré peu enthousiaste, évoquant néanmoins un «net progrès» par rapport à l'échec de l'accord-cadre en 2021.

Le libre choix du lieu de résidence et de travail est vital pour les plus de 500 000 Suisses vivant en Europe.

La réserve du camp bourgeois s'explique notamment par l'opposition radicale de l'UDC. Ce parti conservateur de droite, qui rejette tout rapprochement avec l'UE, s'arc-boute contre cet accord qu'il qualifie de «soumission à l'UE» parce que la Suisse, dans de nombreux domaines, devra reprendre le droit européen (cf. déclaration de la conseillère nationale UDC Magdalena Martullo-Blocher, p. 7). L'UDC s'oppose aussi à l'immigration «incontrôlée». En 2020, son «initiative de limitation» avait toutefois échoué dans les urnes, la majorité des citoyens ayant alors refusé de remettre en question la libre circulation des personnes.

L'UDC effectue une nouvelle tentative: avec son «initiative pour la durabilité», déposée en 2024, elle exige que la Suisse limite sa population à dix millions d'habitants jusqu'en 2050. Actuellement, le pays compte neuf millions de résidents permanents. Le peuple se prononcera sur cette initiative polémique probablement en 2026, soit au moment où le Parlement débattrait des accords bilatéraux. Un oui du peuple pourrait déclencher une nouvelle crise dans les relations avec l'UE.

Un large soutien nécessaire

Tandis que l'UDC rejette bruyamment tout accord avec l'UE, une locomotive fait encore défaut au camp des partisans. Outre la voix des partis politiques, celle des associations économiques telles qu'économiesuisse, est attendue, car, lors des précédentes votations sur les Bilatérales I et II, elles ont toujours pesé de tout leur poids dans la balance. Mais seuls certains représentants de l'économie, comme l'entrepreneur et conseiller national PLR Simon Michel (cf. déclaration, p. 7), ont défendu les Bilatérales III avec conviction.

Afin que ces accords puissent réunir une majorité, déclare le politologue Fabio Wasserfallen, professeur de politique européenne à l'Université de Berne, il faut «que leur importance pour la Suisse soit martelée par de larges cercles». Sans un tel soutien de la part de l'économie, des partenaires sociaux et des partis, il est compréhensible que le Conseil fédéral agisse avec frilosité et ne veuille pas prendre le lead tout seul. «J'ai l'impression qu'on essaye une fois de plus de gagner du temps dans le dossier européen.» Cela servira-t-il plutôt les partisans ou les adversaires de l'accord? On l'ignore. Ce qui est certain, c'est que tôt ou tard, tout le monde devra choisir son camp sur la manière de régler les relations de la Suisse avec ses voisins européens.

Accéder au dossier: www.revue.link/voisins

2025



Consultation sur le paquet de négociations et les mesures d'accompagnement en Suisse

2026



- Délibérations au Parlement fédéral sur les accords avec l'UE et les modifications législatives
- Probable votation populaire sur l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions»

2027



Élections fédérales au Conseil national et au Conseil des États

2028



Probable votation populaire sur les nouveaux accords avec l'UE



Simon Michel, conseiller national PLR soleurois et CEO d'Ypsomed Holding, au siège de l'entreprise à Berthoud. Photo Keystone



Magdalena Martullo-Blocher, conseillère nationale grisonne, vice-présidente de l'UDC et entrepreneuse, fait la démonstration d'une pipette pendant la conférence de presse bilan 2025 du groupe EMS. Photo Keystone

Pour

«Vive les bons rapports de voisinage! Avez-vous déjà tondu votre gazon après 20 heures lors d'une belle journée d'été? Ou l'un de vos invités a-t-il déjà garé son véhicule sur la place de parc de votre voisin? Comme on se sent soulagé, dans une telle situation, si on ne reçoit pas une volée de bois vert ou la visite de la police! Cela vaut donc la peine d'investir dans de bons rapports de voisinage. Sur le plan social, ceux-ci favorisent la cohésion au sein d'un quartier, et donc l'entraide entre voisins. Et la valeur de l'immobilier est plus élevée dans un bon quartier que dans un quartier à problèmes.

Ce qui est bon dans le cadre du voisinage de proximité ne peut être totalement erroné à l'échelle de notre pays dans le contexte européen. Une bonne relation avec l'UE est importante non seulement du point de vue économique, mais aussi pour la société: nous pourrions profiter d'avantages sur le plan social, pratique et sécuritaire, tout en restant nous-mêmes et en conservant notre identité, nos propres règles, usages et lois.

Les accords bilatéraux constituent le socle de ces bons rapports de voisinage. Après 25 ans, nous voulons les cimenter et les renforcer, car il nous manque, par exemple, un accord sur l'électricité ou des règles pour le règlement des litiges. Avoir de bons rapports de voisinage et des règles claires entre la Suisse et l'UE ne signifie pas pour autant que nous devons reprendre les lois et les droits de cette dernière de manière irréfléchie. La Suisse conservera son identité et son indépendance même avec les Bilatérales III.»

«Une bonne relation avec l'UE est importante et pas seulement du point de vue économique.»

Contre

«L'accord avec l'UE est un accord de soumission pour la Suisse, car il l'oblige à reprendre tout le droit européen actuel et futur dans des domaines importants comme le commerce, les transports terrestres et aérien, l'énergie, les denrées alimentaires, la santé, les finances, l'immigration et la formation. Si nous ne le faisons pas, l'UE nous imposera des sanctions et la Cour de justice de l'UE aura le dernier mot. La bureaucratie européenne est écrasante: aujourd'hui déjà, nous devrions reprendre des milliers de pages de directives. 150 fonctionnaires sont en train de réécrire notre Constitution et nos lois. Et pour cela, nous devons encore payer des milliards! Or, l'UE est une structure déséquilibrée, qui commence déjà à vaciller. Un renchérissement important, un endettement colossal et des licenciements en grand nombre font le désespoir de ses citoyens et de ses entreprises. La Suisse s'abaisserait au niveau de l'UE et devrait abandonner sa démocratie éprouvée. Nous refusons cela!

Et rien ne nous y oblige. Avec sa force d'innovation, sa stabilité et sa neutralité, la Suisse est un partenaire apprécié sur le plan international. Elle mise depuis des décennies sur des accords de libre-échange: elle en possède 33, et n'a donc pas que l'UE comme partenaire. Nous avons signé de nouveaux accords avec l'Indonésie, la Corée, la Thaïlande, le Kosovo et l'Inde. Et d'autres sont en cours de négociation avec les États du Mercosur ainsi qu'avec le Japon, la Chine et les États-Unis. Aucun de ces pays n'exige que nous reprenions son système juridique! La Suisse doit rejeter ce contrat colonial avec l'UE. Dans le monde entier, les vents sont favorables à la Suisse, alors gardons notre propre cap!»

«Dans le monde entier, les vents sont favorables à la Suisse, alors gardons notre propre cap!»

Germaine Seewer



Photo Herbert Zimmermann/13Photo

La plus haute gradée de l'armée suisse se nomme Germaine Seewer. «Elle est même la femme la plus gradée de l'histoire suisse», détaille Delphine Schwab-Allemand, porte-parole de l'armée. Madame la divisionnaire Seewer est cheffe des relations internationales de l'armée depuis le 1^{er} août 2024. Son grade correspondrait dans d'autres armées à celui de général de division. Sa mission? Diriger et coordonner les relations avec les armées étrangères. Cette militaire de carrière a été la première brigadière de l'armée suisse. Elle a ensuite dirigé la formation des cadres militaires. La Haute-Valaisanne constitue une double exception. Elle occupe un grade historiquement réservé aux hommes et elle fait partie du 1,6 % de femmes de l'armée suisse. En mars 2024, elles étaient 2301 à être incorporées.

Native de Loèche, Germaine Seewer a étudié la chimie à l'École polytechnique fédérale de Zurich, consacrant son doctorat à la qualité de la viande et de la graisse de porc. Elle a travaillé en tant que collaboratrice scientifique à la Station fédérale de recherche en production animale (FR). Débutant sa carrière à l'armée en 1998, la militaire a roulé sa bosse, participant à des missions au Kosovo, puis en Éthiopie et en Érythrée. En 2009, son nom avait été cité pour remplacer le chef de l'armée Philippe Rebord. «Son CV est parfait, sauf la ligne originaire du Valais», avait estimé «Le Nouvelliste». C'est un Suisse alémanique qui a raflé la mise, Thomas Süssli. Germaine Seewer vit toujours en Valais. Et elle aime la montagne au point de faire la Patrouille des glaciers. Autres traits de sa personnalité? La discrétion et la retenue. Une exception? Elle a salué la grève des femmes de 2019, la jugeant «nécessaire». Sans pour autant manifester dans la rue!

STÉPHANE HERZOG

Départs de Amherd, Süssli et Dussey: les défis se multiplient au DDPS

Au département de la défense (DDPS), c'est le grand chambardement. En janvier, la conseillère fédérale Viola Amherd, responsable du DDPS, a annoncé sa démission (voir p. 26). Et en février, on a appris le départ de Thomas Süssli, chef de l'armée, et de Christian Dussey, chef du Service de renseignement de la Confédération. Auparavant, le commandant des Forces aériennes, Peter Merz, avait lui aussi décidé de quitter l'armée. Ces départs signifient que le successeur de Viola Amherd, le nouveau conseiller fédéral Martin Pfister, élu le 12 mars 2025, devra très bientôt effectuer une série de nominations importantes. (MUL)

Le Contrôle des finances révèle une fraude au sein de l'entreprise d'armement suisse RUAG

Au sein de l'entreprise fédérale d'armement RUAG, un système frauduleux concernant l'achat et la vente de pièces détachées pour les chars Leopard pourrait avoir entraîné des dommages de «plusieurs dizaines de millions de francs» pour l'État. Tel est le résultat d'un audit du Contrôle fédéral des finances (CDF), dont le rapport a été publié en février. Ce document relève l'absence ou l'insuffisance de contrôles. Une «culture douteuse» règne au sein de RUAG, écrit le CDF, qui note aussi de «graves défaillances organisationnelles». Le rôle du Département de la défense (DDPS) apparaît par ailleurs sous une lumière trouble: informé des anomalies par un lanceur d'alerte dès 2019, il aurait réagi «de manière incompréhensible», souligne le CDF. (MUL)

Le Conseil fédéral reconnaît un «crime contre l'humanité» à l'encontre des Yéniches et des Manouches/Sintés

Entre 1926 et 1973, l'«Œuvre des enfants de la grand-route» a retiré quelque 600 enfants yéniches à leurs parents pour les placer de force dans des foyers et des familles d'accueil. Des organisations caritatives religieuses et des autorités en ont fait de même, de sorte qu'on estime à environ 2000 le nombre de victimes. À l'âge adulte, nombre d'entre elles ont en outre été mises sous tutelle et frappées d'une interdiction de mariage, ou même stérilisées de force. En s'appuyant sur un avis de droit, le Conseil fédéral reconnaît à présent qu'un «crime contre l'humanité» a été commis à l'encontre des Yéniches et des Manouches/Sintés et que les autorités en ont été coresponsables. Les victimes avaient quant à elles exigé la reconnaissance d'un «génocide culturel». Vers l'avis de droit: www.revue.link/yeniches (MUL)

Ariane Rustichelli quitte la direction de l'OSE, Lukas Weber lui succède

En avril, Ariane Rustichelli quittera la direction de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) (voir p. 34). Juste avant la clôture de la rédaction, le Comité de l'OSE a annoncé avoir élu Lukas Weber pour lui succéder. La «Revue» le présentera dans son prochain numéro. Vers le communiqué de l'OSE à ce sujet: www.revue.link/lw (MUL)

Quelles leçons la Suisse tire-t-elle de la débâcle de Credit Suisse?

Selon les résultats d'une enquête parlementaire, la direction de Credit Suisse est responsable de la chute de la banque, mais les autorités ont commis des erreurs dans la surveillance. Désormais, le débat porte sur une régulation plus stricte de la grande banque issue de la fusion, UBS.

SUSANNE WENGER

À la mi-mars 2023, le monde scrutait nerveusement la place financière suisse: malgré un crédit d'urgence de la Banque nationale suisse (BNS), Credit Suisse (CS) faisait face à des problèmes de liquidités, et cette banque d'importance systémique mondiale vacillait. Par la décision étatique de fusionner CS et UBS, la ministre des finances, Karin Keller-Sutter, l'autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA) et la BNS, «soumis à une pression immense», ont évité une crise financière mondiale, note la commission d'enquête parlementaire (CEP) dans son rapport publié à la fin de 2024.

Constituée de 14 membres et présidée par la sénatrice fribourgeoise centriste Isabelle Chassot, la CEP décrit comment les autorités ont réagi à la crise qui s'est aggravée dès l'automne 2022. Celles-ci ont envisagé d'autres options que la fusion d'urgence, à savoir l'assainissement bancaire, la faillite et l'étatisation provisoire de CS. Quand les événements se sont précipités, au printemps de 2023, c'est la solution privilégiée par les autorités qui s'est imposée: le rachat de CS par UBS, une transaction garantie par l'État à hauteur de plusieurs milliards. La CEP estime que cette solution était «globalement» adéquate, même si elle représentait un risque pour les contribuables.

La CEP est claire: le quasi-effondrement d'une banque autrefois solide est dû à «une mauvaise gestion du conseil d'administration et de la direction de CS pendant des années». Son rapport montre comment les dirigeants de CS ont marchandé les conditions avec les autorités jusqu'au bout, évoquant un «jeu de poker». Toutefois, conformément à son mandat, la CEP n'a pas enquêté sur le comportement de ces derniers, mais sur la gestion de la crise par les responsables fédéraux. Et tous ne présentent pas un bilan reluisant.

Ueli Maurer critiqué

La CEP relève des lacunes dans la prévention et la détection précoce de la crise. Le Conseil fédéral et le Parlement ont trop tardé à utiliser et peu développé les instruments de la réglementation «too big to fail», adoptée après le sauvetage d'UBS en 2008. Quand CS s'est retrouvé dans la tourmente, le ministre des finances de l'époque, Ueli Maurer, n'en a pas suffisamment informé le Conseil fédéral, annulant une réunion de crise au dernier moment. Il n'a transmis aucun dossier écrit à Karin Keller-Sutter, qui lui a succédé à la fin de 2022. Rejetant ces reproches au début de 2025, Ueli Maurer a indiqué qu'il fallait alors éviter



Présidée par Isabelle Chassot, la CEP a critiqué «la mauvaise gestion de CS pendant des années». Photo Keystone

toute fuite qui aurait pu mettre CS encore plus en danger. La FINMA est intervenue plusieurs fois auprès de CS depuis 2015 pour exiger des améliorations, mais sans parvenir à s'imposer, note la CEP. Elle n'a pas sanctionné non plus les fautes de ses cadres, alors que des procédures étaient en cours. En 2017, elle a accordé à CS des allègements de fonds propres, contre l'avis de la BNS.

Plus de fonds propres?

Quelles leçons la politique tire-t-elle de cette enquête pour éviter de futurs risques et conséquences pour la collectivité? La CEP demande que le pouvoir de sanction de la FINMA soit renforcé. Globalement, elle plaide pour que l'on donne «plus de poids» à la stabilité financière en tenant compte de «l'importance considérable» de la banque UBS résultant de la fusion. Concrètement, il est question d'accroître les exigences portant sur les fonds propres de la seule banque suisse d'importance systémique opérant désormais à l'international afin qu'elle puisse absorber elle-même ses pertes à l'étranger. Cette mesure fait débat.

Le centre-gauche y est favorable, tandis que la droite redoute les conséquences d'un potentiel départ du géant bancaire qu'est devenu UBS. Le patron d'UBS, Sergio Ermotti, rejette une capitalisation plus élevée, ce que les médias décrivent comme une lutte de pouvoir avec la ministre des finances. Jusqu'où ira le Conseil fédéral? On le saura sans doute d'ici le début de l'été. Auparavant, le Parlement se penchera sur le rapport de la CEP en mars. Après deux actions de sauvetage dramatiques en 15 ans, la Suisse se querelle à nouveau sur la régulation de ses banques.

Lien vers le rapport de la CEP: www.revue.link/cepcs



«La cuisine suisse tire sa force de ses régions»: ici, un petit choix de spécialités genevoises, avec la «chèvre» dans des verres à vin. Photos Echtzeit Verlag, MAD

Le patrimoine culinaire suisse recèle des découvertes

Une nouvelle encyclopédie inspirante présente des centaines de spécialités culinaires de différentes régions de la Suisse et raconte les histoires qui se cachent derrière. Dans le but de préserver un savoir-faire précieux. Et parce qu'un pays se définit aussi par sa cuisine, comme l'explique Paul Imhof.

SUSANNE WENGER

Ce volume de plus de 700 pages décrit 453 produits, de l'Alpenbitter aux rissoles au sérac. Mais que mettre en avant, dans cette profusion? demandons-nous à son auteur. Paul Imhof cite la «chèvre», un «champagne paysan» de Suisse romande, qui a été pour lui «une véritable découverte». Existant depuis au moins trois générations, cette boisson est encore fabriquée aujourd'hui par certains vigneron pendant les vendanges, surtout dans la campagne genevoise. Paul Imhof a rendu visite à l'un d'entre eux, qui lui a révélé sa recette à base de jus de raisin légèrement fermenté, de farine de riz, de sucre de raisin, d'eau de vie et de vanille.

Le mélange fermente au moins un mois dans un tonneau cerclé d'acier «pour éviter qu'il n'explose». Il est prêt pour la Saint-Sylvestre. Fraîchement

tiré du tonneau, le vin blanc mousseux jaillit en chuintant du robinet presque comme du lait sortant du pis de la chèvre, d'où son nom. Une autre trouvaille de Paul Imhof est le «furmagin da cion», fabriqué dans le val Poschiavo, une vallée italophone du canton des Grisons. En dialecte local, «cion» signifie «cochon», et «furmagin», «petit fromage».

Toutefois, il ne s'agit pas d'un produit laitier, mais d'une tarte à la viande roborative. Jadis, chaque ferme préparait son propre «furmagin» au moment de l'abattage des porcs, à partir de restes de viande et d'abats. Manger l'animal «du museau à la queue» est à la mode aujourd'hui, mais à l'époque, c'était une évidence. Les boucheries du val Poschiavo fabriquent encore le «furmagin», mais «selon différentes recettes», explique Paul Imhof: «Il s'agit d'un ancien pro-

duit de la «cucina povera», la cuisine des pauvres, qui est devenu une spécialité très prisée.»

En quête du passé

Pourquoi et comment faire des recherches sur le patrimoine culinaire d'un pays? Il y a 25 ans, c'est le conseiller national vaudois Josef Zisyadis, du

Spécialités du sud des Grisons: de la coppa, produit traditionnel de l'abattage fermier, et des pizzoccheri, pâtes à base de farine de sarrasin et de blé.





Du chocolat suisse, évidemment: la marque fribourgeoise Cailler est la plus ancienne de Suisse.

parti du Travail, qui a lancé l'idée. «Par son initiative, il voulait éviter que les traditions culinaires suisses et le savoir-faire qui les accompagne ne sombrent dans l'oubli», relate Paul Imhof. Le Conseil fédéral et le Parlement l'ont suivi, et une équipe de spécialistes mandatée par la Confédération et les cantons s'est mise au travail. Elle a fouillé les bibliothèques et les archives, rendu visite aux producteurs et consigné des produits, des processus de fabrication, des recettes. Le résultat a paru en ligne en 2008 sur www.patrimoineculinaire.ch.

Paul Imhof, aujourd'hui âgé de 72 ans, a pris part au projet dès le début. Le journaliste a décidé de transformer le riche inventaire en ligne en un ouvrage agréable à lire. Cinq volumes sont parus jusqu'en 2016, et certains sont épuisés. Son dernier livre est une édition complète actualisée. Il y a intégré une catégorie de produits qui ont la particularité d'être disponibles depuis au moins 40 ans, comme le riz tessinois, un symbole

du changement climatique. L'ouvrage est rédigé dans un style léger et instructif à la fois. Les produits présentés sont complétés par des faits historiques et des anecdotes que l'auteur a relevées durant ses recherches. Structuré par canton, ce livre invite à un voyage à travers le paysage culinaire de la Suisse, dont la diversité est le fruit de la rencontre entre différentes cultures. C'est pourquoi, dit Paul Imhof, il n'existe pas de plat national: «La cuisine suisse tire sa force de ses régions.»

La topographie, source d'idées

Le relief et l'espace limité du pays influencent cependant les ingrédients. Avant la correction des eaux, les terres arables étaient rares. La production animale, très répandue, a fait de la Suisse la «championne des conserves», note Paul Imhof: pour une plus longue conservation, le lait fut transformé en fromage, et la viande en saucisses et en viande séchée.

Ainsi sont apparues des réserves qui pouvaient aussi s'échanger. Le Sbrinz, par exemple, «plus vieux fromage d'exportation suisse», a vite gagné les villes du Sud par les chemins muletiers, et le Schabziger glaronnais les marchés zurichois. «Un pays se définit aussi toujours par sa cuisine», indique Paul Imhof.

Pour lui, le patrimoine culinaire suisse est «un trésor foisonnant, qui dénote une grande inventivité». Recettes de pain d'épices vieilles de plusieurs siècles et birchermüesli bon pour la santé font partie de cet héritage, au même titre que des produits industriels plus récents, par exemple le célèbre condiment jaune «Aromat» et la boisson au petit-lait «Rivella». À l'ère des plats cuisinés, des additifs et des mises en scène culinaires sur les réseaux sociaux, Paul Imhof trouve qu'il est «plus important que jamais» de connaître ses origines. Et les services rendus par celles «qui ont cultivé le terrain de la gastronomie: les paysannes, les do-

PAUL IMHOF:
«Le Patrimoine culinaire suisse», Infolio Editions, Gollion 2022, 720 pages. 79 CHF

PAUL IMHOF:
«Das kulinarische Erbe der Schweiz – Ein Panoptikum des Ess- und Trinkbaren», Echtzeit-Verlag, Bâle, 2024, 776 pages. 78 CHF.





Spécialités schaffhousoises: le condiment Aroma, le saucisson-jambon d'Hallau et les «Schaffhauserzungen», une marque protégée depuis 1902. Photos Echtzeit Verlag, MAD

mestiques et, plus tard, les cuisinières».

Il souligne aussi la créativité des bouchers, qui, au fil des siècles, ont inventé plus de 400 sortes de saucisses, dont seule une fraction est présentée dans le livre. Leurs produits traditionnels continuent de mettre en valeur le travail des «artisans du bon manger», relève Paul Imhof. Qui attribue, du reste, le succès du cervelas au canton de Soleure. Non que ce saucisson cuit et fumé y ait été inventé, mais parce que la ville centrale d'Olten a fortement contribué à sa popularité jusque dans les années 1980: la salade de cervelas du buffet de la gare, dont se régalaient après leurs réunions les associations, partis, syndicats et clubs, est devenue célèbre dans tout le pays.

Vin du glacier

À l'entrée «Vin du glacier», l'encyclopédie donne un aperçu de l'ancienne agriculture itinérante des vallées latérales valaisannes. Au XVIII^e siècle,

des paysans plantèrent des vignes dans la vallée du Rhône, alors marécageuse, pressèrent les raisins et acheminèrent le vin dans leurs villages d'altitude. Là, au frais, par exemple à côté du glacier de Moiry, au-dessus de Grimetz, ils le conservaient pendant des années dans les tonneaux de la commune ou des familles, sans qu'il se gâte. Année après année, on remplissait les tonneaux. La bourgeoisie de Grimetz en possède encore plusieurs. «Le plus ancien, le tonneau de l'Évêque (1886), a reçu en 2022 un assemblage de plus de 130 millésimes», relate Paul Imhof. Qui a pu goûter le vin du glacier, et confie que celui-ci a un goût de sherry.

Dans les années 1980 et 1990, Paul Imhof a lui-même vécu à l'étranger, quand il était correspondant de la «Basler Zeitung» en Asie du Sud-Est. À Singapour, il a vu des chefs suisses faire de la cuisine suisse dans les hôtels et se faire livrer de la crème ou du chocolat, par exemple. «Les Suisses de l'étranger contribuent à la préservation du patrimoine culi-



naire», déclare-t-il. Dernière question à l'auteur: sachant que les clubs suisses du monde entier se réunissent régulièrement autour d'une fondue, peut-on vraiment affirmer qu'il n'existe-t-il pas de plat national? Si l'on tient absolument à en définir un, ce serait effectivement la fondue, répond Paul Imhof. La diversité fromagère est caractéristique de la Suisse, et ce que l'on a mangé dans son enfance façonne le palais pour toute la vie.

Spécialités bernoises: du superbe jambon paysan, de la choucroute et des biscuits militaires secs, mais nourrissants.

Les symboles nazis devraient finalement être interdits

Sous la pression du Parlement, le gouvernement national suisse présente une loi par laquelle l'utilisation publique de symboles tels que la croix gammée ou le salut hitlérien sera interdite à brève échéance

SUSANNE WENGER

Aujourd'hui, l'utilisation publique d'un symbole national-socialiste n'est punissable que si elle est liée à un objectif de propagande ou qu'elle rabaisse un groupe de personnes. Désormais, il est prévu que même la simple exhibition de tels symboles soit interdite, et punissable d'une amende de 200 francs. C'est ce que prévoit une loi spéciale que le Conseil fédéral a mise en consultation à la fin de 2024. Il donne ainsi suite à des initiatives émanant du Parlement, qui ont mis sous une pression croissante le droit en vigueur. En 2022, par la voix de Ralph Steigrad qui y siège, le Conseil des Suisses de l'étranger a lui aussi demandé que cette lacune législative soit comblée (cf. «Revue Suisse» 3/2022).

«Ces symboles de haine, d'intolérance et de souffrance doivent disparaître de l'espace public.»

Beat Jans, ministre de la justice

Ce projet de loi marque un revirement dans la politique du Conseil fédéral, qui, il y a quelques années encore, pensait que la liberté d'expression devait aussi s'accommoder des idées dérangeantes et que la prévention était préférable à la répression pour lutter contre l'antisémitisme. Mais la situation a changé, comme le note le gouvernement dans son rapport relatif à la consultation: on voit davantage de symboles nazis dans l'espace public, surtout depuis l'attaque terroriste contre Israël le 7 octobre 2023 et le début de la guerre à Gaza. Les actes à caractère antisémite, allant des tags de croix gammées aux voies de fait contre les juifs, ont nettement augmenté.

«La société doit émettre un signal»

D'après le Conseil fédéral, ces symboles reflètent l'ère fasciste, l'Holocauste et la persécution de minorités. «Ce sont des symboles de haine, d'intolérance et de souffrance, et ils doivent disparaître de l'espace public», a déclaré devant les médias le ministre de la justice, Beat Jans, en soulignant que la société devait désormais émettre un signal clair. L'interdiction frappera les symboles nazis évidents, tels que la croix gammée et le salut hitlérien, mais aussi – selon le contexte, a précisé le ministre – leurs variations, comme les combinaisons de chiffres «18» et «88». La loi prévoit des exceptions à cette interdiction à des fins édu-

catives, scientifiques, artistiques ou journalistiques. Les symboles religieux existants, notamment hindouistes, qui ressemblent à la croix gammée, ne seront pas interdits.

Au Parlement, c'est la conseillère aux États argovienne centriste Marianne Binder qui plaide depuis le plus longtemps pour la tolérance zéro face aux symboles nazis. Elle salue le projet du Conseil fédéral et a déclaré à la «Revue Suisse» que l'état de droit ne devait en aucun cas tolérer la glorification ou la banalisation de l'époque nazie et son «idéologie malsaine». Marianne Binder considère que la sanction sous la forme d'amendes est une «mesure rapide et efficace», tout en jugeant le montant de 200 francs «trop clémente». La parlementaire, dont la grand-mère Paulina Borner a hébergé des fugitifs juifs à l'hôtel «Rosenlaube» à Baden durant la Seconde Guerre mondiale, estime en outre que les contrevenants devraient se voir imposer des cours d'histoire de rattrapage. En interdisant les symboles nazis, dit-elle, la Suisse émettrait un signal fort, à une époque où «l'idéologie autocratique redevient fréquente».

La consultation sur la nouvelle loi spéciale court jusqu'à la fin de mars, après la clôture de la rédaction de la «Revue Suisse». À l'issue de l'examen des prises de position, le Conseil fédéral enverra le projet en consultation parlementaire. Dans une deuxième étape, il entend étoffer cette loi et, comme l'exige le Parlement, interdire d'autres symboles extrémistes, racistes et faisant l'apologie de la violence. S'il s'est limité dans un premier temps aux symboles nazis, c'est pour des raisons d'urgence, a relevé Beat Jans, et pour que l'interdiction puisse être mise en œuvre rapidement.

Un musée pour un Juste

Carl Lutz, diplomate suisse à Budapest, a sauvé des dizaines de milliers de juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale au moyen de passeports et de lettres de protection (cf. «Revue Suisse» 3/2023). À son retour en Suisse, il n'a tout d'abord reçu de la part des autorités que des blâmes. Aujourd'hui, son action est reconnue et saluée. Pour le 50^e anniversaire de sa mort, en février, un musée consacré à sa personne et à son action de sauvetage a ouvert ses portes sur son lieu de naissance, à Walzenhausen (AR). Soutenu par la commune de Walzenhausen, la fondation Gamaraal et l'entreprise locale «Just», le musée restera ouvert jusqu'à la fin de 2025. La décision de pérenniser ou non l'institution sera prise plus tard. (SWE)

Le retour en force du bois dans la construction en Suisse

Capable de stocker le CO₂, le bois cartonne dans le domaine du bâti. Il sert même à élever des gratte-ciel. Le savoir-faire suisse fait mouche. La demande est en hausse. Non sans révéler des tensions.

STÉPHANE HERZOG

Le bureau genevois d'ingénieurs et de designers du bois «Charpente Concept» fait office de Mecque du bois. Fondé en 1991 par le maître charpentier Thomas Büchi, ce cabinet a dessiné la «Broken Chair» de la place des Nations à Genève, construit – en bois – le refuge du Goûter sur les flancs du Mont-Blanc et conçu le Palais de l'Équilibre, immense sphère de bois présentée à l'Exposition nationale en 2002 avant d'être installée au CERN. Autre fierté de ce bureau? Il a été chargé après l'incendie de la cathédrale Notre-Dame d'établir une analyse technique de la nef en vue de sa reconstruction. Le bureau a eu dans les mains des archives vieilles de 600 ans. Un plongeon dans le Moyen Âge, lorsque 20 ans pouvaient s'écouler entre la coupe du bois et l'usage des poutres.

Le bois reprend sa place

«Le bois reprend la place qu'il avait perdue au fil des siècles avec l'usage de l'acier, puis du béton. On avait oublié les qualités de ce matériau», plaide Rafael Villar, vice-président de l'entreprise. Diplômé en 1996, il se souvient de ses débuts, quand les défenseurs du bois passaient un peu pour des farfelus. Certes, le bureau en question venait de construire une halle d'exposition en bois longue de 300 mètres à Genève, mais l'essentiel des commandes concernait surtout des chalets et quelques toitures de salles de sport.

Aujourd'hui, le bois sert à créer des immeubles de logements. «En 30 ans, les délais de livraison de certaines pièces ont plus que doublé», note le Genevois. Signe d'une forte demande. Les ultrasons permettent de définir la résistance des pièces avant leur façonnage. Leur découpe a lieu

à l'aide de machines numériques. Sur les chantiers, l'assemblage d'éléments de bois préfabriqués réduit considérablement les délais de construction par rapport à des murs minéraux. «Léger, le bois facilite les projets de surélévation», souligne Sébastien Droz, porte-parole de la faïtière des métiers du bois Lignum.

Si bien que le temps des gratte-ciel en bois est arrivé. À Winterthour, dans le quartier de Lokstadt, la tour

Rocket mesurera 100 mètres de haut. «Il s'agit de l'un des plus hauts immeubles d'habitation en bois en cours de planification», vante Ina Invest, le maître d'ouvrage. La construction de la tour nécessitera 3300 mètres cubes de bois, employés pour la structure porteuse. «Nous utiliserons du hêtre et de l'épicéa provenant de la Suisse et des pays voisins», précise Stephan Meierhofer, porte-parole. «Le bois est très résis-



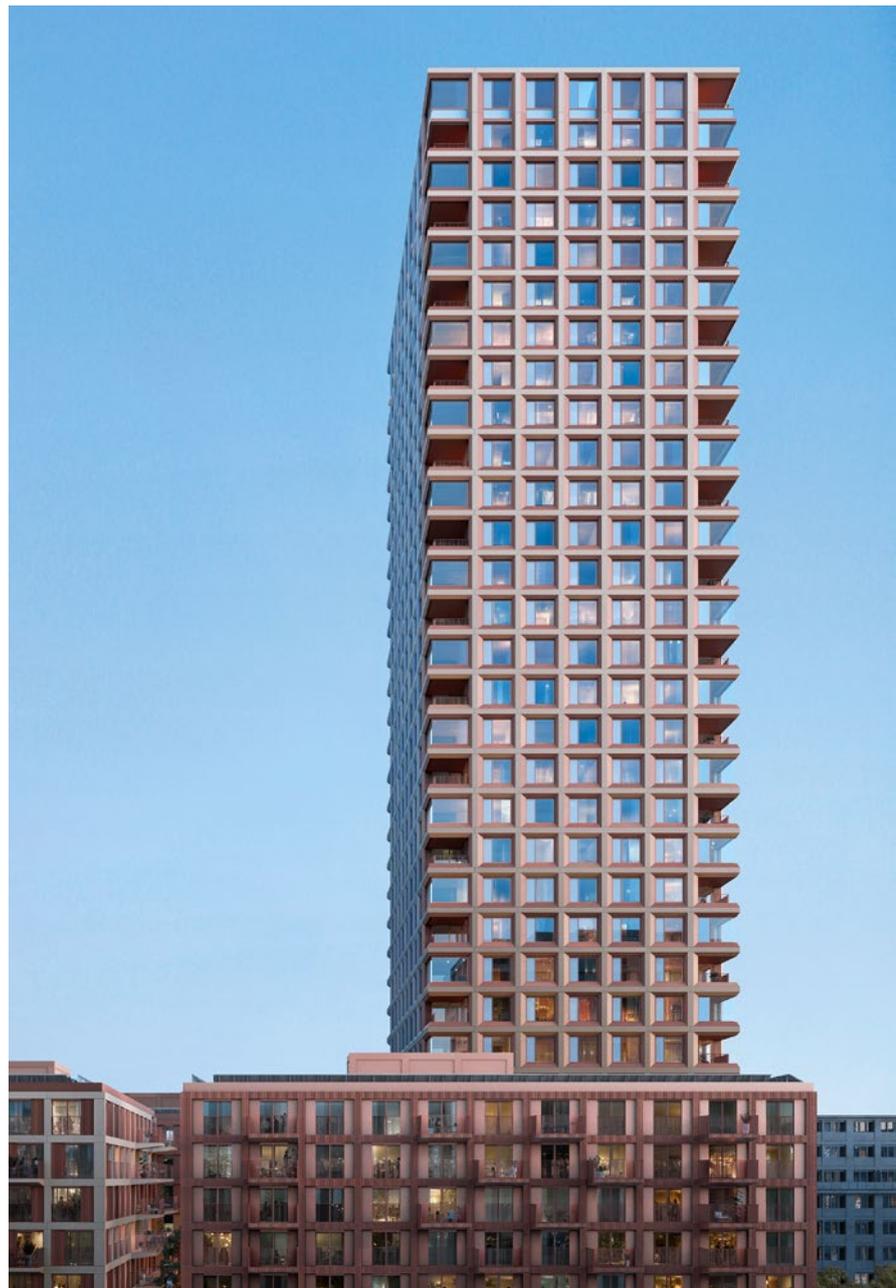
Plus haut, plus grand,
plus rapide, plus beau?

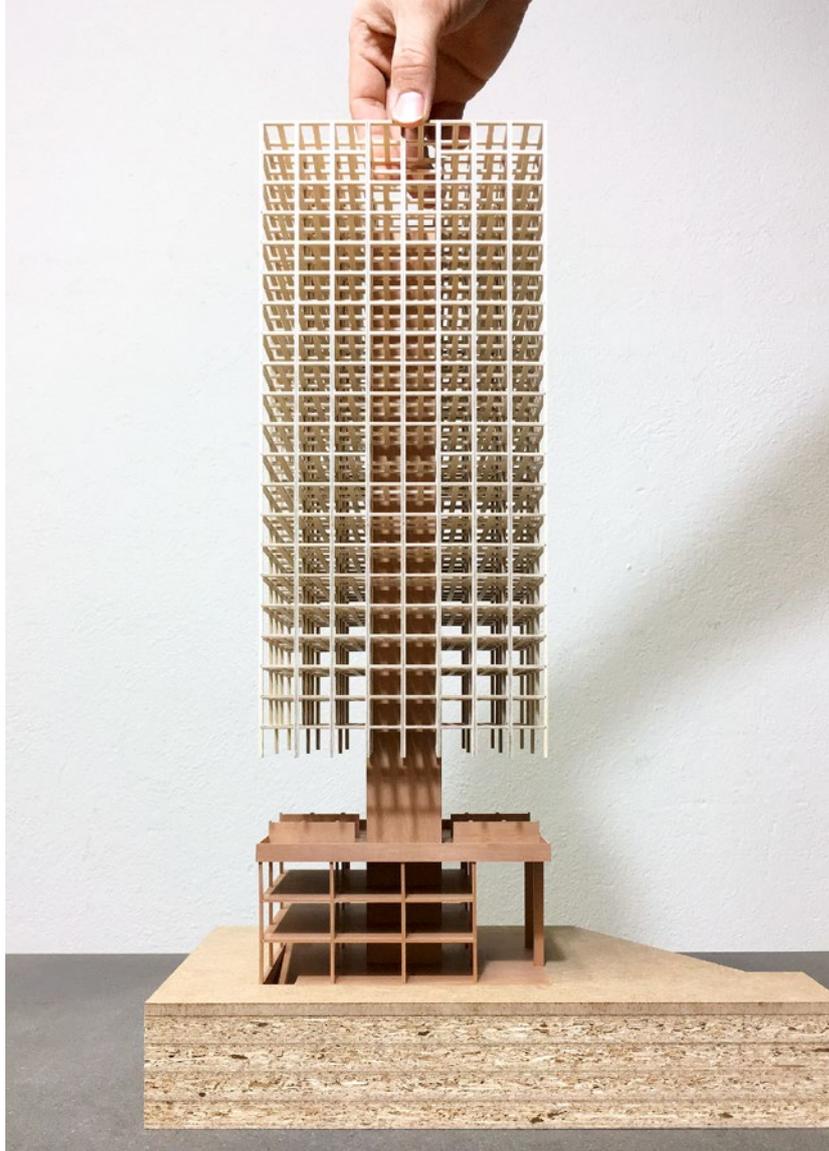
À la recherche des
records suisses qui
sortent de l'ordinaire.

**Aujourd'hui:
En route vers les
plus hautes
constructions en
bois du monde**

À Winterthour, on
construit actuelle-
ment la plus haute
tour résidentielle du
monde en bois: elle
se nomme Rocket et
fusera à 100 mètres
de haut.

Image Ina Invest





À Regensdorf (ZH), le gratte-ciel Zhwhatt culmine à 75 mètres de haut. Sa maquette dévoile son principe de construction: un cœur de béton fin est entouré d'une structure en bois en porte-à-faux.

Photo Pensimo, Boltshauser Architekten

de bois en fixe 1000. «Cependant, plutôt que d'utiliser le bois sous forme de mètres cubes pour réaliser des structures spectaculaires, il serait avantageux de le mettre en œuvre par mètres carrés», dit-il. Autrement dit: le bois pourrait recouvrir des surfaces au lieu de constituer l'ossature de très grands ouvrages.

Ce spécialiste donne l'exemple des murs en pierre des maisons grisonnes, où le bois est appliqué sur les parois intérieures, ce qui augmente sensiblement l'isolation d'une demeure, et son confort. Cette approche pourrait servir à isoler une

tant et, même en cas d'incendie, sa capacité portante est maintenue pendant longtemps», précise-t-il. Le chantier débutera ce printemps.

En route pour les records du monde

Plus haute encore: une tour prévue par UBS dans le quartier zurichois d'Altstetten. Avec ses 108 mètres, ce gratte-ciel devrait devenir en 2027 le plus haut immeuble en bois du monde. Ses bureaux accueilleront 2800 collaborateurs. La Suisse romande n'est pas en reste. Démarrée en 2024, la tour Tilia (tilleul, en latin) associera bois et béton. Elle tirera partie des qualités de feuillus, comme le hêtre, dotés d'une résistance supérieure aux résineux. Ce bâtiment de 85 mètres émergera dans le quartier de Prilly, à l'ouest de Lausanne.

Non loin, la tour Malley Phare pousse sur un bâtiment existant. Les 2000 mètres cubes de bois prévus pour cet immeuble de logements

sont issus du sapin et de l'épicéa, dont 95% d'origine suisse. Livraison cette année.

«Quelle est la manière optimale d'utiliser le bois au niveau environnemental et dans le respect de la biodiversité? C'est la question à poser», avance l'ingénieur forestier et professeur émérite en sciences du bois Ernst Zürcher. Un mètre cube de béton armé génère entre 350 et 400 kilos de CO₂, alors qu'un mètre cube



Une tentative plus ancienne de construire en hauteur: chalet historique à La Sage (VS), qui a aussi accouché d'une première forme de propriété par étage.

Photo Cortis und Sonderegger, 13Photo



Itten Barchibühl AG / Kengo Kuma & Associates

En 2031, la plus haute tour en bois au monde devrait être suisse

La banque UBS voit grand. Pour preuve, son projet de tour dans le quartier d'Altstetten, à Zurich. Avec ses 108 mètres, elle devrait occuper – en 2031 – la place de la plus haute tour en bois au monde. À moins qu'un autre projet ne vienne la coiffer sur le poteau: celui d'un gratte-ciel en bois prévu à Bâle pour accueillir, la même année, la Banque des règlements internationaux. Hauteur prévue? 122 mètres!

(SH)

partie du parc immobilier: des immeubles, des bâtiments industriels, des écoles, etc. «Réaliser un gratte-ciel neuf, c'est une vue du passé, où l'on exprime sa puissance. Il serait plus urgent de rénover l'existant, en le rendant confortable et biocompatible grâce au précieux matériau bois», défend le sage.

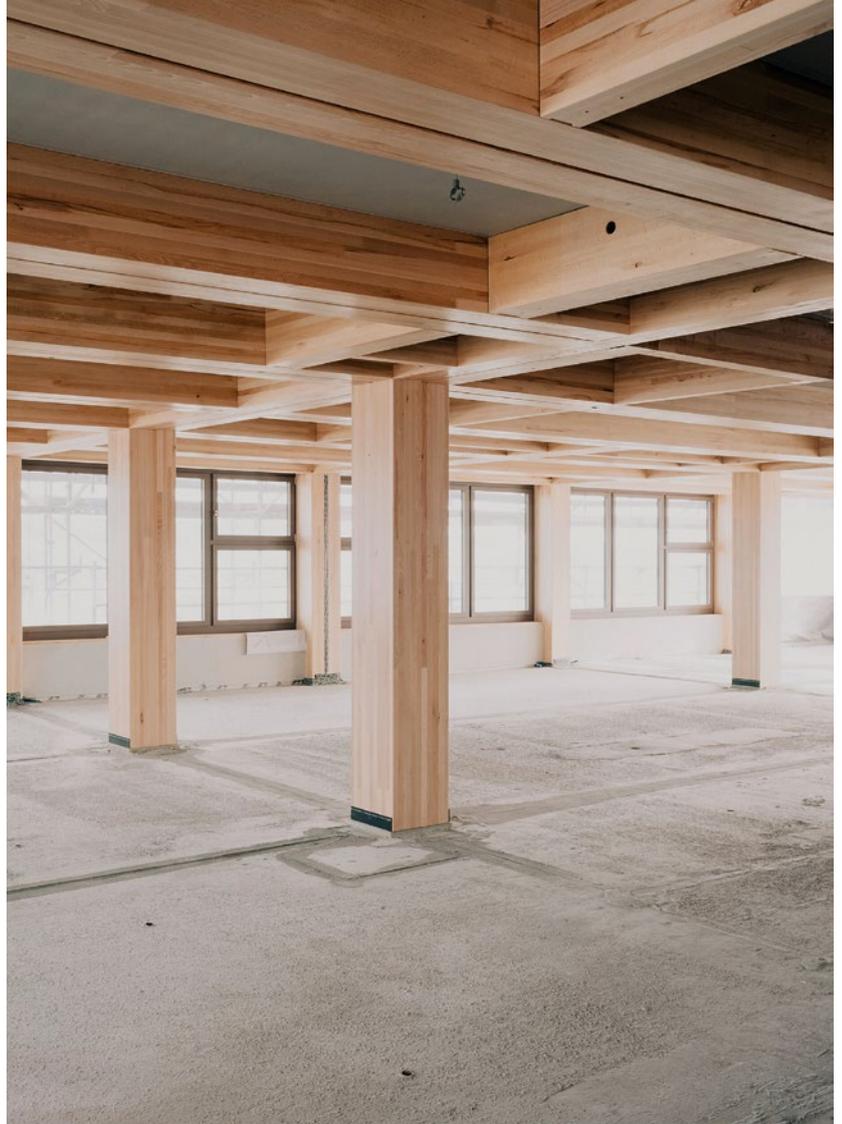
Utiliser la forêt – et la préserver

La Suisse dispose d'une loi sur les forêts unique en son genre, qui remonte à 1903. «On coupe la forêt pour l'entretenir», résume Rafael Villar, qui souligne que le coût d'entretien des forêts par les collectivités n'est pas équilibré par les revenus du bois. Il s'agit d'abattre des arbres de façon optimale, comme dans un projet de gymnase à Aigle (VD), auquel a participé son bureau. Ce dernier a sélectionné dans des forêts vaudoises des

À l'intérieur du gratte-ciel en bois Zwhatt, des structures nettes, avec des poutres et des piliers apparents et un placement flexible des cloisons.

Photos Pensimo, Sandro Straube, Boltshauser Architekten

La construction en bois moderne utilise de nouvelles techniques: des baguettes en bois de hêtre sont collées pour former des poutres massives, qui seront ensuite ajustées selon leur emploi.



arbres atteints par le bostryche, cet insecte qui se nourrit de la sève des arbres et dont l'action sur l'écorce ouvre la voie à un champignon qui bleuit le bois. «La coupe sauve le bois et permet de valoriser l'arbre», commente l'ingénieur.

25% sert au chauffage

En Suisse, pourtant, tout le bois coupé n'est pas utilisé à bon escient et finit en partie en bois de chauffage, note Ernst Zürcher. En cause notamment, la hausse du prix des énergies fossiles. Mieux vaudrait conserver l'usage du bois en cascade, avec un bois qui est d'abord dédié au bâti, puis à des produits composites, puis au papier et enfin seulement au brûlage. «En Suisse, des scieries ferment faute d'une demande suffisante. Nous exportons même du bois pour le réimporter après transformation», regrette Ernst Zürcher. Qui souligne les vertus d'une mise en valeur locale des forêts. «Avec 5000 personnes qui travaillent en forêt, on crée du travail

pour plus de 50'000 personnes dans la filière du bois. À l'inverse, brûler du bois n'apporte que peu de valeur ajoutée», compare-t-il. Actuellement, la filière du bois suisse occupe 85'000 personnes.

Mais a-t-on assez de bois? La croissance naturelle des forêts suisses génère 10 millions de mètres cubes de bois chaque année. Le pays en prélève en moyenne 5 millions par an, dont 25% sert au chauffage. Le potentiel disponible équivaut à 3 millions de mètres cubes annuellement. La marge de progression pour l'usage du bois suisse de construction est donc réelle. Et les projets ne manquent pas! Comme le constate Sébastien Droz, qui évoque le prix Lignum, lancé en 2009. «Depuis, la qualité, la diversité et le volume des projets a nettement augmenté», dit-il. Ainsi ce sentier suspendu en bois long de 500 mètres qui serpente dans la canopée d'une forêt du Toggenburg, près de Saint-Gall. Un exploit qui rappelle la force de la culture du bâti en bois en Suisse.

«Je pense à toi, si proche et si lointaine, toi que je n'atteindrai jamais»

L'œuvre du poète Francis Giaque, disparu il y a 60 ans, nous bouleverse en célébrant un amour malheureux.

CHARLES LINSMAYER

Les uns pensent que l'énigme de la mort l'enserrait de ses griffes, les autres parlent d'une malédiction fatale. Ce qui est certain, c'est que la vie et le travail de Francis Giaque, qui franchit «la porte royale de la Mort» dans le lac de Neuchâtel en 1965 – à l'âge de 31 ans –, étaient empreints d'une angoisse, d'un désespoir et d'une solitude qui lui faisaient apparaître la mort – qu'il a ardemment recherchée, et trouvée – comme une consolation.

Francis Giaque, fils de facteur, naît le 31 mars 1934 à Prêles, dans le Jura bernois francophone, il fréquente le gymnase de La Neuveville. Mais il interrompt ses études dès l'école de commerce qu'il suit à Neuchâtel et, atteint d'une maladie de peau, se retire dans la maison de ses parents, sans aucun contact avec l'extérieur, pour s'immerger dans les œuvres de Samuel Beckett et du Français Tristan Corbière, poète maudit, une lecture qui le pousse bientôt à écrire ses propres textes et poèmes. Il travaille un temps comme libraire et correcteur à Lausanne, où il rencontre, en 1956, l'unique amour de sa vie, la très belle artiste peintre Emilienne Farny, âgée de 20 ans, qu'il ne parviendra jamais à oublier et qu'il célébrera encore dans ses poèmes bien après qu'elle l'ait quitté.

Ravagé par la dépression

C'est à Valence, en Espagne, où il enseigne le français, que Francis Giaque est frappé pour la première fois, en 1958, par une grave dépression qui le ramène en Suisse où il fait plusieurs séjours dans les cliniques psychiatriques de Genève, Yverdon et Neuchâtel. Là, on tente de le soigner par des électrochocs et des cures d'insuline mais, de tentative de

«Quand je mourrai
demain s'il se peut
enterrez-moi
dans une terre humide
et lourde de chaleur
que la voûte de planche
étoile mon sommeil /
que personne ne pleure /
moi qui ne sus pas vivre /
je pourrai enfin m'élever
dans la nuit au son clair.»

Extrait de Francis Giaque:

«Œuvres», collection L'Aire bleue,
Éditions de l'Aire, Vevey, 2005.

suicide en tentative de suicide, vacillant entre le désespoir le plus profond et des moments d'espérance, il sent croître en lui un dégoût toujours plus net et radical pour l'existence bourgeoise «normale», mais aussi pour la vie elle-même. C'est l'écriture qui le fait tenir, comme en témoignent les deux recueils parus de son vivant, «Parler seul» (1959) et «L'Ombre et la Nuit» (1962), tandis que le projet longtemps caressé d'une édition complète de ses poèmes et de ses textes

en prose ne se concrétisera que 40 ans après sa mort, en 2005. Cette vie, il parvient à la quitter après le décès de sa mère survenu le 29 juillet 1954. Cette mère qui avait jusque-là toujours réussi à le protéger du suicide ou à le tirer d'affaire.

Le témoignage bouleversant d'une âme torturée

Que Francis Giaque, en proie à un isolement choisi et sous la contrainte de mesures psychiatriques, soit parvenu à exprimer son mal-être en 156 poèmes d'une violence bouleversante prend des allures de miracle, surtout quand on lit sa prose, par exemple le «Fragment d'un journal d'enfer», qui fait apparaître crûment des souffrances atténuées par la métrique des vers: «Âme convulsée. Sortir. Sortir. Toutes les issues sont bouchées. Murailles épaisses. Grillages. Portes verrouillées. Fenêtres barricadées. Univers où l'épouvante se meut comme un serpent surnois. Les anneaux se resserrent. Étouffement. Sortir. Sortir par la porte royale de la Mort.»

Et pourtant, contrairement à ce qu'on affirme souvent, il est peu probable que ce soit la maladie seule qui ait fait de Francis Giaque un poète maudit: c'est aussi l'échec de son histoire d'amour avec Emilienne Farny, dont il parle encore dans l'un de ses tout derniers poèmes: «les heures qui agonisent / dans l'écrin de l'angoisse / la houle envahissante / de la pire détresse / et toi qui ne reviendras jamais».

BIBLIOGRAPHIE: les «Œuvres» de Francis Giaque sont disponibles dans la collection L'Aire bleue aux Éditions de l'Aire, Vevey, 2005

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN
LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH



Francis Giaque
(1934 – 1965)

Un peu de lecture suisse pour les champions et championnes d'Europe

15



Vous lisez cette rubrique parce que vous maîtrisez visiblement l'art de la lecture. En cela, vous correspondez à la Suisse, car le pays est le champion d'Europe de la lecture. Et ce sont les Suissesses qui sont les plus assidues: un quart d'entre elles lisent plus de 15 livres par année. Du reste, le livre imprimé est loin d'être mort en Suisse: c'est le format privilégié par près de 80 % des lecteurs.

Source: enquête YouGov 2025



99

À propos d'exercice: à Zurich, 99 % des habitants peuvent atteindre tous les lieux essentiels pour leur vie quotidienne en 15 minutes à pied ou à vélo. Ainsi, Zurich se place en tête des grandes villes les plus favorables aux piétons du monde. Ce rayon de 15 minutes est un indicateur de durabilité, mais aussi de la qualité des échanges sociaux dans les grandes villes. Notons que les résultats se classent non pas de A à Z, mais de Z comme Zurich à A comme Atlanta (États-Unis), dernière ville du classement.

Source: M. Bruno et al., Nature Cities 1

3500

Cependant, ne déménagez pas tout de suite à Zurich! Les appartements qui arrivent sur le marché de la location sont chers. Un quatre pièces de 100 m² coûte en moyenne 3500 francs. Les personnes qui vivent depuis longtemps dans le même logement ont plus de chance, car elles paient bien moins cher. Si vous avez l'intention de vous établir en Suisse, optez plutôt pour ces «paradis de la location» que sont Saint-Gall ou Bienne.

Source: Wüest Partner

43

Les livres nourrissent l'esprit. Mais les aliments riches en calories sont aussi très à la mode: 43 % de la population suisse est en surpoids. Cette évolution est frappante chez les personnes les plus en surpoids, les obèses: leur part a doublé en 30 ans. Plus d'exercice, moins de lecture: est-ce une option?

Source: Office fédéral de la statistique

183 661

Le grand chiffre pour la fin: en deux semaines seulement, l'équipe en charge de la nouvelle initiative pour des multinationales responsables a récolté 183 661 signatures. Jamais encore une initiative populaire n'avait franchi la première étape aussi vite. Pour déposer une telle initiative en Suisse, 100 000 signatures valables sont nécessaires.

Source: responsabilite-multinationales.ch

La «Revue Suisse», magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 50^e année cinq fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, et avec un tirage total de 469 000 exemplaires, dont 299 000 électroniques.

Toute personne immatriculée auprès d'une représentation suisse reçoit gratuitement le magazine. Les personnes non enregistrées auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix de l'abonnement annuel: CHF 30.– en Suisse / CHF 50.– à l'étranger).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION EDITORIALE
Marc Lettau, rédacteur en chef (MUL),
Stéphane Herzog (SH), Theodora Peter
(TP), Susanne Wenger (SWE), Amandine
Madziel, représentante DFAE (AM)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES DU
DFAE

La rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est publiée sous la responsabilité de la Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
k dip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

GESTION PUBLICITAIRE
Airpage AG, Uster/Zurich,
furrer@airpage.ch | www.airpage.ch

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

DESIGN
Joseph Haas, Zurich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'Étranger.
Adresse postale de l'édition et de la rédaction: Organisation des Suisses de l'Étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 /KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE LA PRÉSENTE
ÉDITION: 3 mars 2025

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat, la rédaction n'ayant pas accès à vos données administratives.





L'initiative pour la responsabilité environnementale, une utopie qui va trop loin pour le peuple

L'initiative «Pour une économie responsable respectant les limites planétaires» a été rejetée par près de 70 % des citoyens. La «Cinquième Suisse» a elle aussi dit non à ce projet des Jeunes Verts le 9 février 2025.

THEODORA PETER

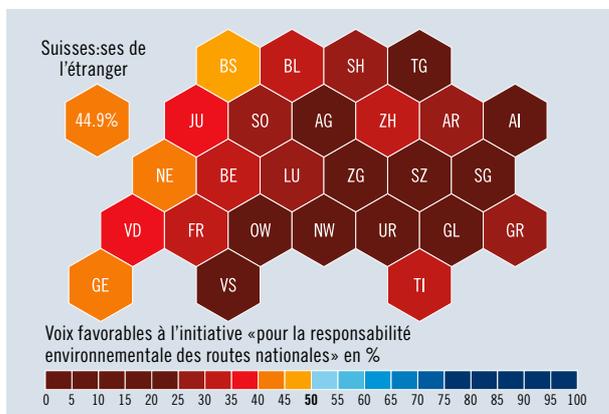
Ils ont perdu, mais ne regrettent rien: «Pour la première fois, un pays a voté pour savoir si les limites planétaires devaient constituer le cadre de notre économie», écrivent les Jeunes Verts. Ce concept scientifique s'appuie sur les seuils de pollution que l'écosystème terrestre peut supporter, par exemple en ce qui concerne la biodiversité, la gestion de l'eau ou le climat.

Par leur initiative, les Jeunes Verts voulaient que la Suisse restreigne fortement sa consommation de ressources pour préserver l'environnement vital de la planète (cf. «Revue» 6/2024). Cet objectif aurait dû être atteint en dix ans. Apparemment, cela allait trop loin pour le peuple. 69,8 % des citoyens ont rejeté l'initiative. Le refus des Suisses de l'étranger a été moins net, avec 55,1 % de non.

Dans le camp de la droite, les gagnants de la votation se sont vus confirmés dans leur scepticisme à l'égard de cette initiative «extrême», qui, selon eux, «détruirait la prospérité» et menaçait la liberté économique. Même les Vert'libéraux, d'ordinaire favorables aux questions écologiques, considéraient que le projet était «impossible» à mettre en œuvre.

Pour le ministre de l'environnement, Albert Rösti (UDC), le non du peuple ne reflète «certainement pas un rejet de la protection de l'environnement». Nul ne conteste «que nous devons nous soucier de notre cadre vital», a-t-il

Non à l'initiative pour la responsabilité environnementale



L'initiative populaire «Pour une économie responsable respectant les limites planétaires» a été rejetée à 69,8 % à l'échelle nationale. La «Cinquième Suisse» l'a rejetée elle aussi, mais moins nettement, avec 55,1 % de non. Aucun canton ne l'a acceptée.



déclaré après la votation. En soulignant que la population ne voulait toutefois pas de «vie radicalement différente de celle que nous menons aujourd'hui en Suisse».

«Pas du jour au lendemain»

Le Conseil fédéral a interprété le verdict du peuple comme une confirmation de sa politique environnementale et climatique actuelle. Les émissions de CO₂, dit-il, reculent déjà. Albert Rösti espère que les innovations et le renforcement de l'économie circulaire apporteront d'autres progrès. «Le passage à un mode de vie économe en ressources ne se fera pas du jour au lendemain.»

Avec la loi sur la protection du climat que le peuple a approuvée il y a deux ans (cf. «Revue» 4/2023), la Suisse s'engage à abandonner peu à peu les sources d'énergie fossiles comme le mazout et le gaz. Le pays vise ainsi la neutralité climatique d'ici 2050, comme prévu dans l'Accord de Paris sur le climat.

L'objectif de zéro net ne pourra être atteint que si l'industrie, les transports et les ménages privés réduisent fortement leurs émissions de gaz à effet de serre, nocifs pour l'environnement. Mais le passage aux énergies renouvelables traîne: le boom initial du solaire a ralenti, les ventes de voitures électriques reculent et les chauffages au mazout sont encore nombreux. À cela s'ajoute le fait que la Confédération effectue des économies et veut supprimer des programmes climatiques. D'après le ministre de l'environnement, le Conseil fédéral reste toutefois attaché à ses objectifs «ambitieux» en matière de protection climatique.

La prochaine votation fédérale n'aura lieu que le 28 septembre 2025. Nous vous proposerons un aperçu des objets de vote dans le prochain numéro de la «Revue».

L'équipe des Jeunes Verts et la JS Suisse le 9 février 2025, à l'heure des premiers résultats de la votation sur leur initiative. S'ils sont visiblement déçus, ils déclarent ne pas regretter leur combat. Photo Keystone

Le jour où la «Cinquième Suisse» est devenue officielle

Le 16 octobre 1966, une votation a remodelé les relations entre la Suisse et sa diaspora: les citoyens ont accepté d'inscrire un article sur les Suisses de l'étranger dans la Constitution fédérale. D'après David Hesse et Philipp Loser, les auteurs de «Heute Abstimmung!», ce scrutin fait partie des 30 votations populaires qui ont changé la Suisse. Voici le chapitre de leur livre consacré à ce sujet.

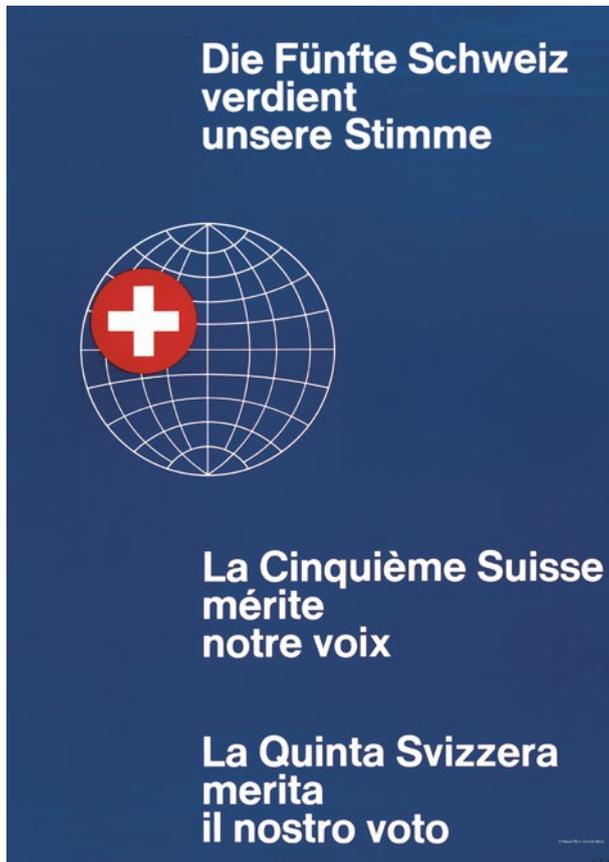
DAVID HESSE ET PHILIPP LOSER

Pendant des siècles, la Suisse a été un pays d'émigration. Des hommes, des femmes et des enfants quittaient leurs vallées pour chercher fortune à l'étranger en tant que mercenaires, pâtisseries, architectes, bonnes d'enfants, commerçants, trayeurs ou enfants ramoneurs. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle que l'immigration étrangère a commencé à dépasser l'émigration suisse. En 1914, les autorités estimaient à 380 000 le nombre de Suisses vivant à l'étranger, un chiffre considérable au regard des moins de 4 millions d'habitants que comptait la Suisse.

La Confédération et les cantons portaient peu d'intérêt aux émigrés, ou étaient intéressés tout au plus à «exporter» les pauvres. «On était contents qu'ils s'en aillent», affirme l'historien Patrick Kury. Les personnes qui quittaient le pays n'avaient plus droit à la protection et à l'assistance. Néanmoins, à partir de 1874, la Confédération se mit à surveiller les agences privées qui organisaient l'émigration et dans lesquelles on constatait régulièrement des fraudes. Et, en 1900, elle ouvrit un office de l'émigration, chargé de fournir des conseils préventifs et d'empêcher les «départs irréflechis».

Le regard que l'on portait sur la diaspora changea au cours de la Première Guerre mondiale, qui entraîna un ralliement national, un effort de cohésion. L'émigration était désormais mal vue, car on estimait qu'elle privait le pays de ses forces. La Nouvelle Société helvétique, fondée en 1914, se donna pour mission de «préserver le patrimoine national» et s'efforça de fédérer les associations de Suisses de l'étranger et les écoles suisses.

En 1916, elle créa un groupe local à Londres et, en 1920, l'«Auslandschweizerwerk», qui, devenue l'Orga-



nisation des Suisses de l'étranger (OSE), s'occupe aujourd'hui encore des liens entre la Suisse et ses expatriés.

Dès 1848 et la naissance de l'État fédéral, les émigrants réinsistèrent pour obtenir protection et droit de vote. Mais ce n'est qu'au début des années 1960 que la Confédération accéda à leur demande. Désormais, elle considérait les émigrés plutôt comme un potentiel à exploiter pour le bien de la nation. Dans son message du 2 juillet 1965 à l'Assemblée fédérale, le Conseil fédéral écrivait: «La Suisse, petit pays pauvre en matières premières et sans accès à la mer, a besoin à l'étranger de communautés solides et viables, toujours renouvelées par un apport de forces fraîches.» La diaspora devenait intéressante pour l'économie.

L'article constitutionnel relatif aux Suisses de l'étranger, dont cette affiche fait la promotion, a été accepté à environ 68 % des voix.

Photo Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale suisse, Berne

Désireux d'établir ses compétences à l'égard des Suisses de l'étranger dans la Constitution, le Conseil fédéral proposa un nouvel article habilitant la Confédération à réglementer les «droits et obligations» de ces derniers, et notamment l'exercice de droits politiques, les obligations militaires et l'assistance. Pour modifier la Constitution, un référendum était obligatoire.

Le débat

1966 devint ainsi l'année des Suisses de l'étranger. Trois anciens conseillers fédéraux – Wahlen, Petitpierre et Lepori – se mirent à la disposition du comité du patronat de l'OSE, qui organisa en 1966 son 50^e anniversaire. La Poste consacra un timbre aux Suisses de l'étranger, et la Bibliothèque nationale lança une exposition sur la «Cinquième Suisse». Soudain, tout le monde semblait d'accord: les émigrés faisaient du bien au pays.

Le projet d'article constitutionnel souleva peu de critiques, et la NZZ notait, peu avant le scrutin, qu'il était «totalement incontesté». En soulignant qu'il ne s'agissait pas d'un simple changement technique: «La Suisse veut ainsi exprimer sa gratitude vis-à-vis de ses citoyens de l'étranger, reconnaître leur apport économique, politique et culturel et renforcer le sentiment de communauté.»

D'après le Conseil national, cet article ferait des Suisses de l'étranger des «citoyens à part entière». Ces nouveaux efforts déployés en faveur des Suisses de l'étranger s'inscrivirent premièrement dans le contexte de la décolonisation. De plus en plus d'émigrés suisses en Algérie ou au Congo s'étaient en effet adressés à la Confédération parce qu'ils avaient perdu des terres et de la richesse. Cela

donna à Berne un motif pour régler les liens du pays avec sa diaspora.

Deuxièmement, durant la guerre froide des années 1960, la Suisse raviva le concept de «défense spirituelle» du pays, misant sur «la particularité» et «l'exception» suisses. Tout ce qui était suisse était bon et prisé, y compris hors de nos frontières.

Troisièmement, la Suisse fit face à une poussée de mondialisation. Si elle insistait tellement sur sa particularité, c'est parce qu'en réalité, beaucoup de choses changeaient. Le boom économique des années 1950 et 1960 entraîna une forte immigration, l'essor de la construction et une croissance démographique. L'économie suisse s'internationalisa, la place bancaire grandit et, en 1966, le pays adhéra au GATT, l'organisation mondiale du commerce devenue OMC.

En 1966, l'intégration de la «Cinquième Suisse» convenait à la fois aux nationalistes et aux citoyens ouverts sur le monde. Ils dirent oui à une Suisse qui ne s'arrêtait pas à ses frontières.

Ces changements suscitaient des craintes, et l'Action nationale, un parti conservateur de droite violemment opposé à l'immigration, vit le jour en 1961.

Ce double mouvement, entre ouverture économique et repli sur soi, caractérise la Suisse des années 1960. À l'exposition nationale de 1964, les appels à la vigilance nationale côtoyaient l'ouverture et l'optimisme face à l'avenir. Des intellectuels comme le germaniste zurichois Karl

Schmid nourrissaient le débat d'un «petit pays en proie au malaise» («Unbehagen im Kleinstaat», 1963).

En 1966, l'intégration de la «Cinquième Suisse» convenait à la fois aux nationalistes et aux citoyens ouverts sur le monde. Ils dirent oui à une Suisse qui ne s'arrêtait pas à ses frontières. L'article sur les Suisses de l'étranger fut accepté à une large majorité, par tous les cantons et presque 70 % des votants. C'est à Genève qu'il fut le mieux reçu, et à Schwytz, en Valais et à Obwald qu'il suscita le moins d'enthousiasme. Le fait que plus de 30 % de la population ait voté non montre tout de même que certains Suisses continuaient de considérer les émigrants comme des déserteurs, pour qui il ne fallait rien dépenser.

Les effets

Cette votation a remodelé la relation entre la Suisse et sa diaspora. Les expatriés et leurs familles avaient désormais leur place dans la Constitution fédérale et se sentaient valorisés. Décivant cet événement de 1966, l'OSE parle de «tournant décisif». En s'appuyant sur le nouvel article, la Confédération s'attaqua à plusieurs questions en suspens. Elle régla l'accès des émigrés aux prestations d'assistance (qui relèveront, dès 1974, de la Confédération, et plus des cantons d'origine), leurs obligations de servir en temps de paix et, enfin, leur droit à la participation politique.

Une loi fédérale en vigueur depuis 1977 accorde aux Suisses de l'étranger le droit de vote et d'élection actif et passif. Celui-ci ne s'éteint pas et se transmet d'une génération à l'autre avec la nationalité. Limiter le droit de vote à un certain nombre d'années après le départ (comme au Canada, par exemple) n'a pas été envisagé.

Au début, les Suisses de l'étranger n'ont guère fait usage de leur droit de vote, car il fallait encore se rendre en personne en Suisse pour voter. Cela n'a changé qu'en 1992, quand le vote par correspondance fut introduit. Aujourd'hui, les Suisses de l'étranger

Voter, ça compte!



Extrait du livre
«Heute Abstimmung!
30 Volksabstimmungen,
die die Schweiz
verändert haben»;
David Hesse et
Philipp Loser,
Limmat-Verlag, 2024,
248 pages, CHF 38.-

Trois ou quatre fois par an, les enveloppes contenant les documents de vote arrivent dans les boîtes aux lettres. En Suisse, ce processus est si commun que nombre de citoyens n'ont plus conscience du privilège qu'offre la démocratie directe. Or, les votations populaires peuvent transformer durablement le pays, comme David Hesse et Philipp Loser le montrent dans leur ouvrage. Les deux journalistes et historiens ont eu la bonne idée de sélectionner 30 scrutins particulièrement importants parmi les centaines de votations qui ont eu lieu depuis la naissance de l'État fédéral en 1848.

Certaines votations font évidemment partie de la sélection, comme l'imposant oui à l'AVS (1947), l'acceptation tardive du droit de vote des femmes (1971) ou le tout petit non à l'Espace économique européen (1992). Mais l'ouvrage évoque aussi d'autres scrutins, peut-être un peu oubliés aujourd'hui, avec lesquels le peuple a modelé le destin du pays: la naissance des Chemins de fers fédéraux (1898), l'intégration des Suisses de l'étranger (1966, voir article principal) ou la fin du patriarcat dans le droit matrimonial (1985). La Suisse a fait œuvre de pionnière en matière de protection des travailleurs en 1877 en acceptant la loi sur les fabriques. Et tandis que l'initiative «contre l'emprise étrangère» a échoué en 1970, l'initiative populaire «contre l'immigration de masse» a été acceptée 44 ans plus tard.

Bon nombre des décisions présentées ont fait l'objet d'âpres et brûlantes controverses. Cet ouvrage passionnant raconte sur un ton vif le contexte, les débats, les résultats et les conséquences réelles des votations. En le lisant, on comprend pourquoi ses auteurs soulignent ceci: «La Suisse est façonnée par l'eau, les intempéries et la pierre – et par les votations populaires.» (SWE)

peuvent voter dans leur lieu d'origine ou de leur dernier domicile. Depuis 2008, certains cantons proposent le vote électronique à titre d'essai. En 2015, le premier «député international» a été élu au Parlement en la personne de Tim Guldemann, ex-ambassadeur domicilié à Berlin. Ses frais de voyage étaient pris en charge par la Confédération.

Aujourd'hui, les Suisses de l'étranger sont un facteur politique. Ils sont plus de 800 000, et formeraient ainsi le quatrième plus grand canton du pays. Près de 220 000 sont inscrits au registre électoral et participent aux élections et votations. Il s'agit souvent de Suisses qui ne séjournent que provisoirement à l'étranger. Le caractère de l'émigration a beaucoup évolué avec Internet et les vols à bas prix. «Au lieu d'émigration, il vaudrait mieux parler aujourd'hui de mobilité internationale», relève Rudolf Wyder, ancien directeur de l'OSE.

L'article constitutionnel de 1966 a créé un socle durable pour la relation entre la Suisse et sa diaspora, qui évolue. La nouvelle loi sur les Suisses de l'étranger est entrée en vigueur en 2015, et regroupe toutes les étapes précédentes dans un seul texte. Aujourd'hui, la «Cinquième Suisse» ne fait plus l'objet de défiance et de rejet, mais d'estime. La Confédération soutient les écoles suisses, propose un guichet en ligne aux Suisses de l'étranger, la plate-forme d'information SWI swissinfo.ch, des statistiques sur les Suisses de l'étranger ainsi que d'autres prestations relatives à l'expatriation et au retour en Suisse.

On pourrait en faire davantage: «Une politique fédérale cohérente exploitant réellement le potentiel de la diaspora fait encore défaut», déplore Rudolf Wyder. D'autres pays (Irlande, Singapour) ont mis en place un ministère de la diaspora. La Suisse posséderait elle aussi une base constitutionnelle pour de telles innovations et ce, depuis 1966.

Extrait du livre «Heute Abstimmung! 30 Volksabstimmungen, die die Schweiz verändert haben»

Meimuna chante la douceur dans un monde qui vacille

L'artiste valaisanne Cyrielle Formaz, alias Meimuna, a sorti fin 2024 son premier album LP. «c'est demain que je meurs» surfe sur la nostalgie, les cicatrices et la renaissance. Meimuna évoque son Valais natal, sa partie conservatrice, mais aussi, sa beauté sauvage.



MEIMUNA:
«c'est demain que
je meurs»
2024, Radicalis Music

En tournée en France en ce début d'année, elle est montée sur scène avec une seule autre musicienne, la guitariste Claire Moreau, pour défendre son premier album: «c'est demain que je meurs». Cette formule intimiste convient bien à la chanteuse et guitariste Cyrielle Formaz, qui voit des fans venir lui parler après ses concerts. «Ce sont des gens qui me connaissent depuis des années. Ils me disent que mes chansons parlent d'eux, alors qu'elles parlent de moi. C'est l'universel dans l'intime», dit-elle, jointe au téléphone durant cette tournée qui a aussi couvert l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. Elle se réjouit de ce fait presque surprenant: que dans ce monde «où

les écrans aspirent les gens», il y en ait encore pour venir entendre et voir quelqu'un sur scène. «C'est presque un acte militant», s'amuse-t-elle, avec cette voie flûtée et mutine qui fait sa signature.

Quels mots définissent le mieux son approche musicale? «La mélancolie, la nostalgie et l'espoir», répond Meimuna, qui n'hésite pas à dire qu'elle cherche à travers ses chansons à reconforter ceux qui l'écoutent. Sorti en octobre 2024, «c'est demain que je meurs» est le premier album LP produit par l'artiste, alors que Meimuna existe depuis dix ans déjà. Les arrangements sont ciselés, offrant toujours une belle place à la guitare, instrument que Cyrielle Formaz pratique avec un doigté sûr, héritage d'une formation classique sur cet instrument. La chanteuse, âgée de 30 ans, est capable d'interpréter ses chansons seule, avec sa six cordes, ce qu'elle a fait sur une vidéo publiée sur YouTube, enchaînant plusieurs titres sans coup férir. C'est une artiste complète, qui s'implique dans tous les aspects créatifs de son univers: composition, enregistrement, mixage, graphisme.

Nous avons dodeliné de la tête et tapé du pied en découvrant «tomber de haut», titre entêtant de son dernier album. Il est basé sur un picking de guitare (un arpège) repris et copié par des machines, sur fond de batterie et de basse. Mélodie imparable. Refrain tubesque. Paroles sensuelles et poétiques. Cyrielle Formaz, qui est illustratrice de formation, a dessiné elle-même le clip de cette chanson magnifique d'invention et de simplicité. On la voit chanter et danser sur fond de papier à dessin blanc cassé, avant de se transformer en œil puis en oiseau. «J'ai fait 3000 dessins, trois mois durant», explique la native du village d'Orsières. «Je ne serai pas l'otage / De mes histoires / Il n'est jamais trop tard / Pour tomber de haut / Souffler sur ma peau / Repartir à zéro», souffle-t-elle sur ce titre léger comme une plume, où certaines strophes font l'effet d'un haïku: «Est-ce que les parents tristes / Font des enfants tristes?», chantonne la Valaisanne.



Photo Marius Mattioni



Photo Marius Mattioni

Cyrielle Formaz vit à Sion, après un passage de deux ans à Bruxelles, dans une école d'art. Elle dit aimer le Vieux Pays, qui offre à la fois des artistes vivants et des montagnes où elle aime randonner et grimper. L'artiste cite Ramuz et Corinna Bille, pour le rôle de la nature dans nos vies. Pour la musique, elle évoque Laurence Revey, musicienne valaisanne qui lui a montré qu'on pouvait faire de la musique en Valais. Meimuna? C'est une cigale asiatique qui peut passer jusqu'à vingt-cinq ans sous terre à l'état de larve avant d'en sortir et de mourir après une journée. Une chanson marque ce premier album: «Ève V. (battre des records)», dédiée à feu la chanteuse, danseuse et actrice française Lolo Ferrari, qu'on entend s'exprimer sur le titre. Ève Vallois avait fait le buzz en acceptant que sa poitrine, rendue énorme par des prothèses, soit exploitée comme une marque. «Tu veux tromper la mort / Trouver du réconfort / Changer de nom, de corps / Battre des records», chante Meimuna, comme une ode funèbre propre à soigner la défunte. Le Valais, c'est aussi une terre où la parole peut être étouffée par le silence. «J'ai grandi à Orsières et j'ai souffert du manque de place pour s'exprimer. On ne mettait pas de mots sur les émotions. Mais ce n'est pas propre au Valais, c'est lié au monde rural», conclut l'artiste.

STÉPHANE HERZOG

www.meimuna.ch

www.youtube.com/MEIMUNAofficial



Les Suissesses entrent sur la grande scène du foot

Le football féminin est en plein essor. Mais la Suisse a du retard par rapport à d'autres grandes nations du foot comme l'Espagne, l'Angleterre ou l'Allemagne. Le Championnat d'Europe, qui aura lieu en Suisse en juillet, est censé donner de l'élan à la relève nationale

THEODORA PETER

Quand les Suissesses disputeront le match d'ouverture de l'Euro contre la Norvège, le 2 juillet au Parc Saint-Jacques de Bâle, elles ne seront pas les favorites au titre. Mais elles feront tout de même partie des gagnantes: pour la première fois, l'équipe nationale jouera dans un stade suisse devant plus de 30 000 spectateurs. Certaines Suissesses connaissent déjà ce frisson, car elles jouent régulièrement devant un public nombreux dans les ligues féminines étrangères: c'est le cas, par exemple, de la capitaine Lia Wälti, sous contrat avec le prestigieux club anglais d'Arsenal, à Londres (voir «Revue» 5/2023).

Il y a quelques années encore, le football féminin en Suisse végétait

dans l'ombre. Intéressant peu les médias et les sponsors, l'équipe nationale suisse jouait souvent dans de petits stades, devant quelques centaines de supporters. Depuis que la Suisse s'est vu attribuer, il y a deux ans, l'organisation de l'Euro féminin de 2025, et que l'équipe féminine a réalisé une belle performance à la Coupe du monde en Australie en 2023, l'intérêt du public s'est accru.

Autrefois moquées

La Bernoise Franziska Schild, fonctionnaire du football de 47 ans, a joué au plus haut niveau dans ses jeunes années et a été sélectionnée plusieurs fois en équipe nationale suisse au début du millénaire. Les condi-

Devant des gradins pleins, la gardienne Elvira Herzog (n°21), Luana Bühler (n°15) et Coumba Sow (à dr.) contrent une attaque. Le match contre la France du 29 octobre 2024 à Genève s'est terminé sur une victoire par 2 à 1 des Suissesses.

Photo Keystone

tions étaient alors encore très amateurs, se souvient-elle: «Nous recevions un billet de train pour les trajets et deux paires de souliers de foot par année.» Les joueuses enfilaient les maillots usés de l'équipe nationale masculine, dans lesquelles elles flottaient désavantageusement. À l'époque, nul ne songeait encore à des maillots taillés pour le corps des femmes. Et le football féminin était parfois moqué. «Mais on se fichait de ce que pensaient les gens. On voulait simplement taper dans le ballon.»

Depuis, beaucoup de choses ont changé, y compris dans la promotion de la relève. Franziska Schild y a contribué ces dernières années en tant que responsable du développement du football au sein de l'Associa-



«On se fichait de ce que
pensaient les gens.
On voulait simplement taper
dans le ballon.»

Franziska Schild, ancienne joueuse de l'équipe nationale

tion de football Berne/Jura, qui réunissant près de 190 clubs amateurs, est la plus grande association régionale de Suisse. «Pour inciter plus de petites filles à jouer au foot, il faut davantage d'offres qui leur sont exclusivement destinées», relève la fonctionnaire. En de nombreux endroits, les plus talentueuses s'entraînent avec les garçons, «et il est bon qu'elles puissent continuer de le faire». Mais de plus en plus de filles choisissent ce sport d'équipe parce qu'elles veulent jouer entre elles. Aujourd'hui, il existe déjà des championnats et des tournois féminins au niveau des juniors.

Au printemps, Franziska Schild mettra son expérience au service du club d'élite bernois BSC Young Boys (YB), où elle dirigera toute la division féminine. Même les clubs professionnels masculins ont reconnu le potentiel du football féminin. Il y a dix ans encore, la division féminine de YB était sur le point de disparaître. Aujourd'hui, le club investit 40 millions de francs dans la construction d'un campus pour la relève et pour les femmes.

L'Euro, un catalyseur

Sous le slogan «Here to Stay», l'Association suisse de football (ASF) entend tirer parti de l'Euro pour renforcer durablement le football féminin en Suisse. Actuellement, la part des femmes s'élève à 12 % sur les près de 340 000 joueurs licenciés que compte le pays. «Notre objectif est de passer de 40 000 à 80 000 footballeuses juniores d'ici 2027», déclare Marion Daube, directrice du football féminin à l'ASF. Une dynamique favorable semble déjà se mettre en place depuis que l'on sait que le prestigieux championnat aura lieu en Suisse. D'après Marion Daube, les expériences faites à l'étranger montrent qu'un tournoi

Franziska Schild est une figure clé du développement du football féminin en Suisse. Elle dirige aujourd'hui la division féminine BSC Young Boys.

Photo Daniel Rodriguez, AFBJ

de cette importance agit comme un catalyseur, et permet de gagner jusqu'à dix ans dans le développement d'un sport».

L'ASF veut aussi doubler le nombre d'entraîneuses et de femmes arbitres et fonctionnaires. Mais pour cela, il faut des moyens supplémentaires. Le Conseil fédéral avait à l'origine prévu de limiter son soutien à l'Euro féminin à 4 millions de francs – des clopinettes par rapport aux 80 millions que la Suisse a investis dans l'Euro masculin en 2008. Après de vives protestations, le Parlement a finalement porté ce montant à 15 millions, dont une partie ira à la promotion du sport. Les villes et les cantons participants ont aussi promis de l'argent. Cela permettra de réaliser des investissements ciblés, par exemple dans des cours de formation pour les entraîneuses.

L'un des problèmes majeurs reste le manque de terrains pour s'entraîner. Ce qui met les clubs sous pression, d'autant plus que le nombre d'inscriptions augmente aussi chez les garçons. La promotion des filles ne doit pas se faire au détriment des garçons sur les listes d'attente, souligne Marion Daube. «Mais nous devons trouver des solutions pour offrir les mêmes chances aux filles.» Les clubs et les autorités ont pris

conscience «qu'il fallait aller de l'avant, notamment en ce qui concerne les surfaces d'entraînement».

Marion Daube espère que l'engouement lié à l'Euro donnera encore plus d'élan au football féminin en Suisse. Elle ne s'attend pas à ce que la Nati remporte le titre. Le premier objectif, dit-elle, est de se qualifier pour les quarts de finale. «Pour l'équipe, pouvoir jouer dans son propre pays est déjà un grand honneur.»

Un championnat à domicile dans huit villes suisses

Le Championnat d'Europe de football féminin aura lieu du 2 au 27 juillet 2025 dans les villes de Bâle, Berne, Genève, Lucerne, Sion, Saint-Gall, Thonon et Zurich. 16 pays, dont la Suisse, pays hôte, seront répartis en quatre groupes et tenteront de se qualifier pour les quarts de finale, puis pour les demi-finales et la finale. Les favorites sont les Anglaises, championnes d'Europe en titre, ainsi que les Espagnoles, qui sont championnes du monde. Les villes hôtes organiseront des programmes-cadres pour les supporters qui viendront de toute l'Europe, avec des projections publiques. La mascotte du tournoi est une jeune chienne Saint-Bernard, nommée «Maddli» en l'honneur de Madeleine Boll, la première footballeuse licenciée de Suisse. Aujourd'hui âgée de 71 ans, la Valaisanne a conquis sa place dans ce royaume masculin en 1965, quand, à l'âge de douze ans, elle est entrée dans l'équipe masculine junior du FC Sion. (TP)

www.uefa.com/womenseuro

Renoncements en cascade, ou les difficultés du Centre

Au départ, nul ne voulait se porter candidat pour succéder à la conseillère fédérale démissionnaire, Viola Amherd: les renoncements sont tombés en cascade. Finalement, le 12 mars 2025, Martin Pfister a été élu au Conseil fédéral. Mais son élection ne fait pas oublier les difficultés du Centre.

CHRISTOF FORSTER

Depuis peu, le parti du Centre semblait pourtant s'être stabilisé. Aux élections fédérales de l'automne 2023, après des années de déclin, il avait repris enfin un peu de vigueur et affichait désormais presque la même force électorale que le PLR. La fusion avec le PBD et l'abandon du nom PDC pour Le Centre avaient aussi payé sur le plan électoral. Ayant retrouvé de l'assurance, le parti a même commencé à loucher sur un deuxième siège au Conseil fédéral.

Enthousiasme retombé

Mais une bonne année plus tard, l'enthousiasme est retombé. Le départ du gouvernement de la conseillère fédérale Viola Amherd a déclenché une petite crise au sein du parti. Le Centre a visiblement eu beaucoup de mal à présenter assez de candidats valables pour lui succéder. Bon nombre de papables que l'on croyait à même d'endosser cette fonction, comme le président du parti, Gerhard Pfister (ZG), le conseiller national Martin Candinas (GR) ou les conseillers aux États Isabelle Chassot (FR) et Benedikt Würth (SG), ont jeté l'éponge. Et ce pour diverses raisons, allant d'une charge de travail excessive à la volonté de se concentrer sur la famille, en passant par le manque de flamme intérieure.

Aucune candidature féminine

Markus Ritter (SG), conseiller national et président de l'Union suisse des paysans, a sauté sur l'occasion offerte par ces rangs clairsemés et, sûr de lui, s'est porté candidat. Ce n'est qu'au dernier moment qu'un second représentant du Centre s'est résolu à se lancer lui aussi dans la course, le conseiller d'État zougais Martin Pfister. Ainsi, le parti s'est évité l'embarras de ne présenter qu'un seul candidat à l'élection. En revanche, toutes les femmes ont renoncé, bien que l'organisation Le Centre Femmes ait ardemment appelé de ses vœux une candidature féminine.

Markus Ritter, bien connu au Palais fédéral, partait favori dans la course. Cependant, avec son art du lobbying parfois brutal en faveur de la cause paysanne, il s'était déjà mis à dos plusieurs parlementaires. Martin Pfister, quant à lui, comptait sur sa manière de faire de la politique, accommodante et axée sur le consensus, pour compenser son manque de notoriété dans la Berne fédérale. Le colonel a également tenté de marquer des points avec son passé militaire. La caserne, a-t-il dit, lui est plus familière que le Conseil fédéral. Finalement, le 12 mars 2025, c'est Martin Pfister qui l'a emporté. Les Chambres réunies



Le Zougais Martin Pfister ne faisait pas figure de favori, mais il l'a tout de même emporté: le nouveau conseiller fédéral le jour de son élection. Photo Keystone

l'ont élu avec 134 voix juste avant la clôture de la rédaction de la «Revue». Markus Ritter, qui partait favori, a obtenu 110 voix.

Le département de la défense en mutation

Dès l'annonce du départ de Viola Amherd, il paraissait évident que son successeur reprendrait les rênes du département de la défense (DDPS). Cela pourrait aussi avoir pesé sur la décision de certains candidats potentiels de ne pas se présenter à l'élection. Après la chute du Mur en 1989, le DDPS a longtemps été considéré avec dédain comme un département «de débutant». Ceux qui l'ont dirigé l'ont souvent fui à la première occasion pour des départements plus importants et plus prestigieux. Quand le conseiller fédéral Adolf Ogi (UDC) a dû reprendre la défense contre son gré en 1990, il s'est plaint d'avoir été «relégué en ligue nationale B».

Aujourd'hui, face à la guerre en Ukraine et aux menaces dans le domaine de la cybersécurité, le DDPS est devenu un département essentiel. Le budget de l'armée a été considérablement augmenté et, avec plus de 12 000 employés, le DDPS est le plus grand de tous les départements. En même temps, de nombreux chantiers attendent son nouveau chef politique, Martin Pfister. Plusieurs projets d'acquisition sont en situation critique. L'exemple le plus récent est l'achat de drones de reconnaissance auprès d'une entreprise israélienne, dont la livraison a encore été retardée. Le Contrôle des finances du Parlement a tiré la sonnette d'alarme en janvier. Les projets concernés pèsent au total 19 milliards de francs. Et le nouveau chef du DDPS devra aussi assurer la coopération avec l'OTAN, décidée par le Conseil fédéral, et mise sous pression à la fois par la gauche et la droite.

Une bonne évaluation globale – pour aussi s'améliorer

Pour ses lectrices et lecteurs, la «Revue Suisse» est avant tout une source d'information crédible et un lien important avec la Suisse. Tel est le résultat du dernier sondage mené en 2024.

MARC LETTAU

Que pensent ses lectrices et lecteurs de la «Revue Suisse»? L'Organisation des Suisses de l'étranger, editrice de la publication, cherche à répondre à cette question en menant tous les quatre ans un sondage détaillé auprès de son lectorat, sur une base scientifique. Le sondage de 2024, qui a été conçu et réalisé par le spécialiste zurichois en sciences sociales et en études de marché, Jörg Schneider, a livré ses résultats.

Comptant plus de 100 questions, l'enquête a permis d'obtenir un aperçu détaillé du comportement et des besoins de notre lectorat, mais aussi une évaluation globale. Et le jugement de nos lectrices et lecteurs est extrêmement positif, ce qui nous réjouit beaucoup. Parmi les qualités de la «Revue», le lectorat relève en particulier sa crédibilité: 96 % des lectrices et lecteurs considèrent notre publication crédible, et 60 % lui accordent même la meilleure note à cet égard. La ligne rédactionnelle est également appréciée: 90 % des sondés considèrent que la «Revue» est politiquement équilibrée. Pour ce qui est de l'évaluation globale de la publication, 86 % des lectrices et lecteurs lui attribuent la note «bien» ou la meilleure note «très bien». 4 % ont un jugement d'ensemble négatif. Notons que les

La couverture de la «Revue Suisse» est un bel exemple de la manière dont la rédaction réagit au jugement de son lectorat. Après le sondage de 2020, la une a été rafraîchie et les illustrations, améliorées. Et dans le dernier sondage, la mise en page de la «Revue» a obtenu de bien meilleures notes.

lectrices et lecteurs de la «Revue» en ligne sont un tout petit peu moins enthousiastes vis-à-vis de notre publication que ceux qui la lisent sur papier. Du point de vue du contenu, l'enquête montre que les reportages sont les sujets les plus appréciés, et la rubrique «Nature et environnement», celle qui a le plus d'importance aux yeux de notre lectorat.

L'examen des plus de 4000 questionnaires reçus montre que la «Revue» n'est pas seulement considérée comme un media, mais aussi comme un pont émotionnel avec la Suisse. 71 % des lectrices et lecteurs déclarent qu'elle renforce leurs liens avec le pays. Et deux tiers soulignent qu'elle leur permet de comprendre la Suisse d'aujourd'hui. Pour 24 % des sondés, la «Revue Suisse» est la seule source d'information dont ils disposent sur l'actualité suisse.

Des critiques qui entraînent des améliorations

La question centrale que se posent les lectrices et lecteurs est la suivante: leur avis est-il pris en compte, leurs critiques servent-elles à quelque chose? Une comparaison avec le précédent sondage, mené en 2020, montre

que oui, la critique est utile. Les éléments que les sondés avaient jugés plutôt faibles en 2020 – par exemple les illustrations de la publication et l'aspect de la une – ont fait l'objet d'une bien meilleure évaluation en 2024. Cela vaut aussi pour le contenu. La «Revue» tient aujourd'hui davantage compte des souhaits de son lectorat puisqu'elle propose, comme ce dernier l'avait exigé en 2020, plus d'articles consacrés à la société, à la nature et à l'environnement. Le sondage de 2024 montre que l'éventail thématique des articles fait l'objet d'une bien meilleure évaluation.

La comparaison entre les sondages de 2020 et de 2024 permet aussi de voir l'évolution de l'avis du lectorat sur certains points de détail, par exemple certaines rubriques. Ainsi, la rubrique «Chiffres suisses», autrefois jugée plutôt fade, est devenue l'une des préférées de notre lectorat. D'autres rubriques sont un peu moins appréciées qu'en 2020. C'est là qu'apparaît le véritable sens des sondages menés auprès de nos lectrices et lecteurs: sachant ce qui leur déplaît, la rédaction et l'organisation editrice peuvent désormais travailler à améliorer des points faibles de la «Revue». L'excellente évaluation globale n'est donc pas une invitation à se croiser les bras.



«La «Cinquième Suisse» est importante pour l'image de la Suisse»

Depuis le 1^{er} janvier 2025, Marianne Jenni dirige la Direction consulaire (DC) au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, elle parle de la nécessaire numérisation des prestations consulaires et de son engagement pour la «Cinquième Suisse».

INTERVIEW: DENISE LACHAT

Marianne Jenni, vous étiez encore ambassadrice en Équateur il y a peu. Et à présent, vous dirigez la Direction consulaire à Berne. Votre retour en Suisse vous a-t-il réservé des surprises?

Marianne Jenni: Je n'ai pas eu de surprises, car je savais déjà ce que cela signifiait de rentrer en Suisse. Pendant les trois ans où j'ai été ambassadrice en Équateur, je suis régulièrement revenue en Suisse et, auparavant, j'avais travaillé pendant huit ans à Berne. Lorsqu'on veut exercer ce métier, il faut savoir s'adapter, être flexible, optimiste, positif et curieux, sans quoi il serait difficile de changer de pays tous les quatre ans et de s'habituer à une nouvelle langue, mentalité ou culture. Mais la Suisse est restée mon port d'attache, et puis j'avais un employeur suisse, le DFAE: ma situation n'est donc pas comparable avec celle d'autres expatriés.

Vous connaissez tout de même très bien la vie des Suisses de l'étranger, puisque vous avez aussi vécu à Paris, à Lagos, à Rome, à Londres, à Bagdad, à Kinshasa et au Cap...
Vivre dans un nouveau pays que l'on connaît peu ou pas du tout est un défi qu'il ne faut pas sous-estimer. En général, les premiers mois ne sont pas simples, car il faut réorganiser sa vie.

Est-il facile de conserver des liens avec la Suisse lorsqu'on vit à l'étranger?

Les événements que j'ai organisés dans la capitale équatorienne, à Quito, notamment le 1^{er} août, la célébration de la majorité ainsi qu'un événement pour les retraités, ont toujours attiré beaucoup de monde. Aujourd'hui, les moyens de communication modernes facilitent aussi les échanges avec la Suisse. Il y a quelques décennies, c'était encore très différent.

Cependant, les moyens de communication et d'information modernes ne sont pas garantis. Actuellement, bon nombre de Suisses de l'étranger s'inquiètent du fait que swissinfo.ch,



Entretien avec Marianne Jenni, qui dirige la Direction consulaire depuis le début de l'année: «Les personnes qui larguent les amarres pour s'établir dans un autre pays prennent un risque.»
Photos Danielle Liniger

le portail d'information numérique de la SSR, puisse disparaître dans le sillage des mesures d'économie de la Confédération.

L'information des Suisses de l'étranger est une mission inscrite dans la Constitution fédérale, et qu'il s'agit d'honorer. À cet effet,

la DC collabore avec l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) et avec SWI swissinfo. Dans la consultation sur les propositions d'économies, nous allons bien entendu faire valoir nos arguments. Mais c'est la politique qui aura le dernier mot.

«La participation politique de la «Cinquième Suisse» est importante pour la politique suisse.»

Il semble que la Suisse soit moins bien disposée qu'avant à l'égard des Suisses de l'étranger, qui sont parfois carrément présentés comme des profiteurs. Est-ce que cela vous inquiète?

Je n'ai rien noté de tel depuis le début de mon mandat. Mais cette manière de dépeindre les Suisses de l'étranger est problématique, bien entendu. Si tel est le cas, je m'attacherai à corriger cette image. Les personnes qui critiquent les Suisses de l'étranger ne connaissent vraisemblablement pas leurs véritables difficultés. En Suisse, nous nous fions à un système qui fonctionne admirablement bien et qui nous protège. Ce n'est pas le cas partout dans le monde. Les Suisses de l'étranger sont confrontés à de nombreux défis: les obstacles administratifs, la sécurité parfois précaire, l'absence d'un réseau de transports publics ou la difficulté de souscrire à l'assurance sociale. Les personnes qui larguent les amarres pour s'établir dans un autre pays prennent un risque.

Quel message souhaitez-vous adresser à la «Cinquième Suisse»?

J'aimerais dire aux Suisses de l'étranger que nous pensons à eux et que nous sommes là pour eux. Le Conseil fédéral et le Parlement nous ont confié ce mandat sous la forme de la loi sur les Suisses de l'étranger, et nous le prenons au sérieux. Les Suisses de l'étranger sont les ambassadeurs, hors de nos frontières, de caractéristiques de notre pays telles que la qualité et la fiabilité, que ce soit dans l'économie, la science, la culture ou la société. La «Cinquième Suisse» est importante pour l'image de la Suisse.

Comment allez-vous prendre le pouls de la «Cinquième Suisse»?

L'une de mes priorités sera de participer à un aussi grand nombre que possible de rencontres avec les Suisses de l'étranger ainsi qu'aux conférences de l'OSE afin de connaître les préoccupations des communautés suisses, qui diffèrent d'un pays à l'autre. En même temps, j'aimerais rappeler que les Suisses de l'étranger peuvent aussi

faire en sorte que leurs intérêts soient représentés en politique en se faisant élire au Conseil des Suisses de l'étranger et en partageant leurs expériences.

De nombreux Suisses de l'étranger ne peuvent pas exercer leur droit de vote et d'élection en Suisse, car les documents arrivent souvent bien trop tard. C'est un grand sujet d'irritation.

Je suis absolument d'accord, car nous perdons ainsi des voix précieuses. La participation politique de la «Cinquième Suisse» est importante pour la politique suisse.

Le vote électronique pourrait être une solution. Allez-vous le défendre dans les cantons qui hésitent à le mettre en place?

Nous aurons des discussions avec les cantons, et la question du vote électronique y sera abordée.

La Direction consulaire est le guichet central pour les prestations consulaires dans le monde entier. Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique?

Une représentation dans une ambassade ou un secrétariat général consulaire est comparable à une administration communale.



Marianne Jenni: «J'aimerais dire aux Suisses de l'étranger que nous pensons à eux et que nous sommes là pour eux.»

Elle recueille les inscriptions des Suisses, vérifie leur identité, reçoit les demandes de passeport et de carte d'identité, transmet les documents pour les mariages et divorces, émet des laissez-passer en cas de perte de passeports, apporte une aide d'urgence, aide à organiser le rapatriement en cas de décès, établit le contact avec la famille, accorde des visas: pas moins de 700 000 l'an dernier.

Dans certains cas, on examine aussi les demandes d'aide sociale: les Suisses de l'étranger qui sont complètement dénués de ressources et qui n'ont pas de famille pour les aider, par exemple, peuvent déposer une telle demande. Chaque cas est ensuite examiné sur la base de critères légaux stricts. Si les conditions sont réunies, une aide est envisageable, qui couvre le minimum vital dans le pays où réside la personne.

Le réseau consulaire de la Suisse est-il assez étendu?

La Suisse possède un vaste réseau consulaire, avec près de 170 représentations et 200 consulats honoraires, qui proposent des prestations de haut niveau. Les attentes à notre égard sont par conséquent élevées, elles aussi. Si nous voulons maintenir la qualité de nos services malgré le nombre croissant de Suisses vivant ou voyageant à l'étranger en respectant notre objectif d'économies d'environ 10 %, nous avons besoin de solutions numériques. Celles-ci doivent apporter une valeur ajoutée aux deux parties en étant efficaces et conviviales.

Valeur ajoutée, efficacité et convivialité: que pouvez-vous concrètement présenter aux Suisses de l'étranger?

Nous envisageons de créer une plate-forme consulaire numérique, que je ne peux pas encore présenter en détail. Le but est de pouvoir établir le contact plus rapidement qu'aujourd'hui. En revanche, il n'est actuellement prévu de fermer aucune représentation, comme le responsable du DFAE, le conseiller fédéral Ignazio Cassis, l'a confirmé à plusieurs reprises. C'est important pour

nous. Avec la création de cette plate-forme consulaire, nous voulons encourager la responsabilité individuelle des Suisses qui vivent ou voyagent à l'étranger.

La Confédération a-t-elle donc l'intention de réduire son engagement?

Non. Nous sommes là quand les gens ont besoin de nous: nous l'avons prouvé par le passé et continuerons de le faire à l'avenir. Les Suisses qui voyagent à l'étranger ou s'y établissent doivent cependant s'y préparer, conformément au principe de la responsabilité individuelle inscrite dans la loi sur les Suisses de l'étranger. Pour cela, un travail de prévention est nécessaire, qu'effectue déjà le DFAE, mais que nous souhaitons accompagner à l'avenir par de plus amples mesures de communication. Le DFAE propose de nombreuses informations pour aider les gens à trouver des solutions. L'application SwissInTouch.ch, destinée à la communauté des Suisses de l'étranger, facilite le contact avec les représentations. Les personnes qui voyagent à l'étranger peuvent consulter les Conseils prodigués par le DFAE et s'inscrire sur Travel Admin, l'application de voyage du DFAE. L'impact de la reprise des voyages après la pandémie de Covid, la hausse du nombre de réservations effectuées par les particuliers et, enfin, la situation sécuritaire internationale se reflètent dans les chiffres:

«Nous sommes là quand les gens ont besoin de nous: nous l'avons prouvé par le passé et continuerons de le faire à l'avenir.»

l'an dernier, la Helpline du DFAE a reçu plus de 55 000 demandes, et nous avons traité 1087 cas de protection consulaire, soit 17 % de plus que l'année précédente. En réalité, les crises se

Et vous-même, êtes-vous joignable 24 heures sur 24?

En principe, oui. C'est désormais possible grâce au smartphone.

Marianne Jenni est entrée au DFAE en tant qu'employée consulaire en 1991. Elle a travaillé à Paris, à Lagos, à Rome, à Londres, à Bagdad, à Kinshasa et au Cap avant de revenir à Berne en 2013, où elle a été responsable du personnel local et du personnel honoraire à l'étranger ainsi que des biens immobiliers du DFAE. De 2021 à 2024, elle a été cheffe de mission à Quito, en Équateur. À la Direction consulaire, elle sera notamment chargée d'optimiser les prestations numériques et d'élaborer des mesures de prévention.

Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 15 janvier 2025, le Conseil fédéral a décidé qu'il n'y aurait pas de votation populaire fédérale le 18 mai 2025.

La date des prochaines votations est le 28 septembre 2025.

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

Les initiatives populaires suivantes ont été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Pour une Suisse financièrement solide, souveraine et responsable (initiative Bitcoin)» (30 juin 2026)
- Initiative populaire fédérale «Pour des grandes entreprises responsables- pour la protection de l'être humain et de l'environnement» (7 juillet 2026)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté des Suisses de l'étranger

swissintouch.ch

Disponible exclusivement ici

«Ce que j'ai préféré, c'est le contact avec les animaux et les magnifiques paysages»

La jeune Suissesse de l'étranger Camille Strack a grandi en France. L'été dernier, elle a donné un coup de main dans une ferme en Suisse. Elle nous raconte ici cette expérience qu'elle a pu faire grâce à l'organisation Agriviva.

«J'avais entendu parler d'Agriviva pendant un séjour en Suisse, ce qui avait éveillé ma curiosité. J'ai trouvé sur leur site web toutes les informations nécessaires, comme les adresses des fermes et leurs dates disponibles pour un stage ainsi que des informations sur la famille, la ferme et les tâches attribuées aux jeunes. J'ai commencé à chercher une famille de paysans environ quatre mois avant la date du stage.

Finalement, en juin, j'ai séjourné pendant trois semaines chez une famille de paysans dans l'Oberland bernois, près d'Interlaken. Ma journée commençait tôt, car à sept heures il y avait le petit déjeuner et on allait travailler à huit heures. À midi, toute la famille prenait son déjeuner ensemble, puis retournait travailler. La pause-café de seize heures était très importante pour finir ensuite la journée sur les chapeaux de roue! Mes tâches étaient très variées; les travaux les plus fréquents étaient de saler le fromage à l'aide d'une machine et de laver les bidons à lait. J'aidais donc activement à la préparation du fromage.

La famille parlait le Haslerdütsch, un dialecte suisse que je n'avais pas l'habitude d'entendre. En plus, il est difficile à comprendre, bien que doux et chantant à l'oreille. Même si c'était parfois un défi, nous arrivions quand même à nous comprendre. Et j'ai pu perfectionner mon allemand.

J'ai beaucoup apprécié ce séjour, car il m'a permis de gagner en assurance et de découvrir le monde du travail. Ce que j'ai préféré, c'est le contact avec les animaux et les paysages magnifiques.

Voici deux petites anecdotes amusantes: il y avait une chèvre qui vivait dans le même enclos que les moutons. Elle se prenait donc pour un mouton et se comportait comme eux. Et avec les petits enfants de la famille paysanne, je jouais à attraper les poules et à essayer de les faire voler.

Je suis contente d'avoir appris à faire du fromage et à traire les vaches. J'ai pu participer en plus à la transhumance, lors de laquelle les vaches, ornées de fleurs et de clo-



Le lavage des bidons de lait faisait partie des tâches de Camille Strack.
Photo MAD

ches, regagnent l'alpage. Observer pour la première fois des marmottes en liberté a également été une incroyable surprise.

J'aimerais bien revenir en Suisse et aider dans une autre ferme, peut-être pendant les vacances scolaires. Je peux recommander cette expérience à tous les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger qui souhaitent découvrir la vie et le travail dans une ferme en Suisse.

Actuellement, je suis en train de terminer l'école obligatoire en France et je réfléchis à la possibilité de venir en Suisse pour y suivre une formation, ce qui aura un impact sur mon parcours futur. La séance de consultation avec une collaboratrice d'educationsuisse m'a déjà donné un aperçu géné-

ral des formations en Suisse et la recherche d'une place d'apprentissage est une option que j'envisage sérieusement.»

RUTH VON GUNTEN

Educationsuisse offre aux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger des conseils autour de la thématique «formation en Suisse» et donne également des conseils sur les premières expériences de travail.



educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
educationsuisse.ch



Camps de vacances d'hiver autour du Nouvel An: inscrivez-vous sans tarder!



Photo de groupe au soleil. Pas à la plage mais devant un panorama alpin. Photo Pixofluna

L'hiver est synonyme d'expériences inoubliables dans la neige, et les camps de vacances de la FESE constituent le cadre idéal! Que ce soit à Valbella, dans le Melchtal ou au mythique JUSKILA à la Lenk, chaque enfant et adolescent aura l'occasion de s'amuser, de nouer de nouvelles amitiés et d'améliorer son niveau de ski ou de snowboard. Exceptionnellement, notre camp de vacances d'hiver

est ouvert cette année aux enfants jusqu'à 15 ans (au lieu de 14 ans).

Notre équipe de monitrices et moniteurs expérimentés fera en sorte que les enfants passent des vacances inoubliables en leur proposant des activités diversifiées à la fois sur les pistes et en dehors. Concours sportif, soirées de jeux en commun et excursions passionnantes: rien ne manquera au programme. Le tout dans une ambiance de camp de vacances, où la vie en communauté sera placée au premier plan.

Nous attirons l'attention des jeunes Suisses de l'étranger qui souhaitent obtenir une place au camp de vacances d'hiver 2025/2026 sur le fait que les inscriptions sont d'ores et déjà ouvertes! Et les places sont convoitées. Il est donc conseillé de s'inscrire rapidement. Vous trouverez des informations complémentaires ainsi que la plate-forme d'inscription sur notre site web: www.sjas.ch/vacances-dhiver

ISABELLE STEBLER, FESE

Stiftung für junge Auslandschweizer
 Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
 The foundation for young swiss abroad
 Fondazione per i giovani svizzeri all'estero

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE)
 Téléphone +41 31 356 61 16
 info@sjas.ch / www.sjas.ch



YPSA: que représentent ces quatre lettres?

L'abréviation YPSA représente le «Youth Parliament of the Swiss Abroad», autrement dit le Parlement des jeunes de la «Cinquième Suisse». Nous sommes une équipe de 13 jeunes Suisses engagés venant du monde entier. Et nous avons adhéré à l'YPSA pour créer du lien entre les jeunes Suisses vivant sur toute la planète. Nous nous y employons en organisant des événements, mais aussi par notre présence en ligne et par les échanges que nous avons avec d'autres plates-formes suisses internationales.

Par le passé, nous avons par exemple organisé des événements virtuels avec [educationsuisse](http://educationsuisse.ch) pour diffuser des informations sur les possibilités de formation en Suisse. Nous avons également participé à un débat sur la biodiversité proposé par [SWI swissinfo.ch](http://SWI-swissinfo.ch). Nous étions aussi présents au Congrès des Suisses de l'étranger de l'OSE, où nous avons défendu les intérêts des jeunes Suisses de l'étranger.

Cette année, notre programme compte de nombreux projets et événements captivants. Dès le mois de mars, nous avons organisé une table ronde consacrée au déménagement en Suisse. Un événement avec la Garde suisse du Vatican est en cours de préparation. Nous prévoyons également d'autres événements informels pour entrer en contact avec les jeunes Suisses du monde entier.



Max Groenveld à Amsterdam. Photo Giuanna Egger-Maissen

Le meilleur moyen de se tenir au courant est de consulter régulièrement le profil Instagram de l'YPSA. Tu peux également consulter notre site web www.ypsa.ch, sur lequel tu en apprendras davantage à notre sujet. Tu pourras aussi t'abonner à notre newsletter. Car notre objectif, à l'YPSA, est d'entrer en contact avec les jeunes Suisses de l'étranger et de célébrer ensemble notre identité suisse.

MAX GROENVELD, PRÉSIDENT DE L'YPSA

www.ypsa.ch



Merci de tout cœur pour votre soutien!

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous soutiennent, tous les auxiliaires et les partenaires de la SJAS qui rendent nos camps de vacances possibles. Votre investissement, que ce soit sur les pistes, en cuisine, au bureau ou au sponsoring, est inestimable et permet aux enfants et aux adolescents du monde entier de passer des vacances inoubliables en Suisse. Nous apprécions énormément votre enthousiasme et votre soutien. Ensemble, nous offrons des moments de joie, d'amitié et d'aventure aux jeunes Suisses de l'étranger. Merci de prendre part à cette mission à nos côtés et de continuer à nous prêter main-forte dans l'élaboration d'une offre de camp de vacances exceptionnelle. (IS)

Élection du Conseil des Suisses de l'étranger: vous pouvez voter jusqu'au 11 mai 2025

Le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) sera renouvelé pour le mandat allant de 2025 à 2029 et, comme nous l'avons déjà indiqué dans les derniers numéros de la «Revue Suisse», les Suisses de l'étranger pourront élire directement leurs délégués par vote électronique dans certains pays et régions. Après une longue période de préparation, la campagne des candidats à l'élection bat à présent son plein.

Conditions pour participer aux élections directes: sont autorisés à voter tous les Suisses de l'étranger à partir de 18 ans, qui ont communiqué leur adresse e-mail dans les délais impartis à la représentation suisse dont ils dépendent (ambassade ou consulat). Que reste-t-il à faire? Informez-vous sur les candidats de votre pays ou de votre région dans les pages régionales de ce numéro de la «Revue» ou sur le site web de l'OSE: www.revue.link/asr25



Réunion du CSE à Lucerne en juillet 2024.
Photo Nicolas Brodard

Important: utilisez le code de vote que vous a envoyé le DFAE par e-mail le 11 avril 2025 et votez au plus tard jusqu'au dimanche **11 mai 2025**.

Un Conseil des Suisses de l'étranger fort et représentatif sert les intérêts de la «Cinquième Suisse», surtout dans le climat politique actuel. Participez donc à son élection!

ANDREAS FELLER, GROUPE DE TRAVAIL «ÉLECTIONS DIRECTES»

Les séances d'information virtuelles de l'OSE se poursuivent en 2025

Comme au cours des années précédentes déjà, l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) a organisé trois séances d'information virtuelles pour les Suisses de l'étranger en 2024, avec le concours du DFAE et de Soliswiss. Ces séances étaient consacrées aux questions et aux difficultés qui se posent lors d'un retour en Suisse, que l'on soit étudiant, retraité ou travailleur. Ces webinaires ont été enregistrés et peuvent être consultés sur le site web de l'OSE: www.revue.link/webinare

Ces séances ayant suscité beaucoup d'intérêt, de nouveaux webinaires seront organisés en 2025. Ils s'adressent en premier lieu aux Suisses vivant déjà à l'étranger, mais peuvent aussi apporter des informations précieuses aux personnes qui envisagent de s'expatrier. Pour l'heure, les séances suivantes sont prévues:

- 17 juin 2025: webinaire sur l'état civil
- 16 septembre 2025: webinaire sur les impôts et les finances
- 4 novembre 2025: webinaire sur les droits politiques

Des informations plus détaillées sur les webinaires seront publiées en cours d'année sur le site web de l'OSE: www.revue.link/webinare

Nous nous réjouissons de votre participation!

SERVICE JURIDIQUE DE L'OSE

Merci! Grâce à vos dons, la «Revue Suisse» peut poursuivre sa mission

Qu'ils soient petits ou grands, les dons de nos lectrices et lecteurs ont énormément aidé la «Revue Suisse» en 2024. Votre soutien nous a permis, malgré la pression croissante sur nos coûts, de poursuivre le journalisme indépendant de qualité dont notre équipe de rédaction se porte garante. Ces dons ont également consolidé l'image d'un lectorat de Suisses de l'étranger qui considèrent la «Revue Suisse» comme leur magazine. Nous espérons beaucoup pouvoir continuer à compter sur votre soutien en 2025, et nous accueillerons avec reconnaissance tous les dons, petits ou grands.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Les coordonnées bancaires pour le virement des cotisations d'abonnement à titre volontaire sont les suivantes:

Faire un don par carte de crédit:

www.revue.link/creditrevue

Faire un don avec PayPal:

www.revue.link/revue

Coordonnées pour virement bancaire:

IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8

Banque : Banque cantonale bernoise

Bundesplatz 8, CH-3011 Berne

BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire:

BCBE Berne, compte n° 16.129.446.0.98,

Organisation des Suisses de l'étranger,

À l'attention de Monsieur A. Kiskery,

Alpenstrasse 26,

CH-3006 Berne

Référence: Support Swiss Review

Contact:

revue@swisscommunity.org

Les mots-clés d'Ariane Rustichelli à l'heure de son départ

Ariane Rustichelli quitte l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), qu'elle a dirigée pendant une période mouvementée et riche en changements. À l'heure de son départ, elle a souhaité tirer le bilan de cette expérience en quelques mots-clés.

Jalons

«Les progrès prennent rapidement l'apparence d'évidences. Mais avec le recul, je continue d'admirer les jalons que l'OSE a contribué à poser: par exemple la loi sur les Suisses de l'étranger, où nous avons réussi à imposer le maintien du registre des Suisses de l'étranger, mais aussi l'accès facilité à des solutions bancaires pour nos citoyens expatriés, ou encore les nouveaux essais de vote électronique pour les votations fédérales.»

Dialogue

«La création d'un Parlement des jeunes, le Youth Parliament of the Swiss Abroad, a également été importante. L'YPSA contribue au dialogue dont a besoin la «Cinquième Suisse». Cette volonté de dialoguer, nous l'illustrons aussi avec notre nouveau site web, qui accorde une place centrale aux Suisses de l'étranger et ce faisant, au principe fondamental de Swisscommunity.»

Succès

«À quels succès ai-je contribué en tant que directrice de l'OSE? À la fin, ce seront les autres qui jugeront. J'aimerais simplement souligner que les succès sont le résultat d'un travail acharné. Prenons l'exemple de l'élection imminente du Conseil des Suisses de l'étranger (CSE): elle montre comment l'OSE et ses institutions se développent, et comment des personnes s'investissent pour mener à bien ce développement. Le CSE sera non seulement plus représentatif, mais aussi mieux équipé pour l'avenir.»

Évolution

«La «Cinquième Suisse» n'est pas une réalité uniforme et immuable. Elle évolue en permanence. Jadis, c'était surtout la pauvreté qui poussait les Suisses à émigrer. Aujourd'hui, les jeunes séjournent souvent quelques années à l'étranger pour des raisons professionnelles. À cela s'ajoute l'expatriation des seniors. Il faut comprendre ces dynamiques



Ariane Rustichelli (51 ans) est entrée à l'OSE en 2008 en tant que responsable du marketing et de la communication. Dès 2014, elle a codirigé le Secrétariat de l'OSE avant d'en être nommée directrice en 2019. Après près de 17 ans de travail pour l'organisation, elle souhaite à présent se consacrer à de nouveaux horizons personnels et professionnels. Son successeur, élu par le Comité de l'OSE, se nomme **Lukas Weber**.
Photo BAT

évolutives pour bien défendre et soutenir la grande communauté très diversifiée des Suisses de l'étranger.»

Soutien

«Il y a aussi des zones d'ombre. Le Parlement suisse n'est plus aussi bien disposé qu'avant à l'égard des Suisses de l'étranger, par exemple. Certains de ses membres ne voient plus la valeur ajoutée qu'apporte la «Cinquième Suisse». On a l'impression que la Suisse se replie de plus en plus sur elle-même. Cela est visible, par exemple, dans le débat sur les rentes de vieillesse. De plus en plus souvent, il va falloir démontrer que les 10 % de Suisses qui vivent à l'étranger ne sont pas des «profiteurs du système».»

Défis

«L'OSE est armée pour le futur. Mais elle fera aussi face à de nouveaux défis. Elle va devoir s'en sortir avec un soutien financier réduit de la part de la Confédération. En même temps, les problèmes à résoudre deviennent

de plus en plus complexes. Il n'en reste pas moins que de nombreuses questions concernant l'avenir sont concrètes et tangibles. Il s'agit par exemple de se battre pour que la participation politique de la «Cinquième Suisse» ne soit pas limitée, mais facilitée. Car le droit d'élire et de voter est un élément clé de l'identité suisse, et la «Cinquième Suisse» contribue à la diversité d'opinions dont notre démocratie a besoin.»

Gratitude

«Mon départ est une nouvelle étape. Une nouvelle étape qui charrie des émotions: de la joie face aux nouvelles expériences que je vais vivre, et de la gratitude pour celles que j'ai vécues. J'éprouve une profonde reconnaissance surtout envers toutes les personnes qui ont partagé ces dernières années avec moi. Ensemble, nous avons représenté et défendu les intérêts des Suisses de l'étranger du mieux que nous le pouvions. Et nous avons prouvé qu'un effort collectif peut vraiment faire la différence.»

Débat: le reproche de parasitisme touche de nombreux lecteurs en plein cœur

Au lieu d'être salués comme de «bons ambassadeurs», les Suisses de l'étranger essuient de plus en plus de critiques: l'article de la «Revue Suisse» sur le refroidissement de la politique suisse à l'égard de la «Cinquième Suisse» a fait couler beaucoup d'encre.



De bons ambassadeurs devenus des parasites?

ROLF BRUNNER, WÖSSINGEN, ALLEMAGNE

Des parasites? Comment comprendre cela? J'ai gagné moi-même mon AVS en Suisse! Pour l'argent suisse que j'ai épargné dans une banque suisse, je paie bien plus de taxes qu'un autre Suisse. Pourquoi serais-je un parasite? Parce que je continue d'aimer le pays où je suis né et où je me sens chez moi? Parce que, quand on m'interroge à ce sujet, je n'ai que des choses positives à dire sur la Suisse? Je pense qu'au sein même de la Suisse, il y a bien des parasites d'une autre trempe.

DANIEL WALDER, MANILA, PHILIPPINES

Suisses de l'étranger = profiteurs? J'ai quitté la Suisse à l'âge de la retraite car on ne peut pas vivre dans ce pays avec moins de 2000 francs par mois. Je règle tous mes frais dans le nouveau pays où je vis, sans soutien de l'État comme la réduction des primes, les prestations complémentaires ou l'aide sociale. Si j'étais resté en Suisse, j'aurais droit à toutes ces prestations. L'État économise donc beaucoup d'argent!

MONICA ROTH, TAROUANNI, MAROC

Il est inquiétant de voir à quel point les opinions et les attitudes changent rapidement, et que même les responsables politiques ne sont pas conscients de l'impact positif des bons citoyens suisses qui vivent à l'étranger. Car leur ouverture face au monde est une publicité efficace pour notre pays, et une force pacifique dans ce monde actuellement malade et plein de dangers.

ERNST HINNEN, BRÉSIL

J'ai quitté la Suisse il y a 27 ans parce que je n'y ai pas retrouvé de travail après avoir perdu mon poste. J'avais 51 ans. Au lieu de me plaindre, j'ai choisi de me confronter à la difficulté de trouver un travail à l'étranger, et j'ai continué de payer mes cotisations à l'AVS, ce qui était très dur. Il me semble que j'ai bien droit à la rente que je touche.

OSKAR SCHMID, OTTOBRUNN, ALLEMAGNE

Remettre en question la validité de la citoyenneté en établissant une différence entre les Suisses qui vivent à l'étranger et ceux qui vivent en Suisse, c'est ouvrir une porte qui sera difficile à refermer.

CHRISTOPH BÄR, BREMEN, ALLEMAGNE

Lorsqu'elle est exercée sans sagesse et sans dignité, la politique rejette toujours la responsabilité de tout sur les groupes marginaux et les minorités. Aujourd'hui, elle vise à nouveau les citoyens qui vivent à l'étranger. De nombreux Suisses établis à l'étranger n'ont quitté la Suisse qu'à 65 ans, parce que leur maigre retraite ne leur permettait pas de mener une vie digne en Suisse. Je propose que tous les vieux rentrent en Suisse et exigent des prestations complémentaires, de l'aide sociale et un logement. Cela aidera-t-il notre petit pays riche? En outre, jusqu'à nouvel avis, la loi sur les Suisses de l'étranger s'applique. Tout le monde doit la respecter, même les détracteurs.

ANA HÜGLI, BOLIVIE

L'étroitesse d'esprit de certaines personnalités politiques suisses ne cesse de me décevoir. Ils ne se rendent pas compte que l'une des plus grandes richesses de la Suisse réside dans la manière si particulière qu'ont les Suisses d'ÊTRE suisses. Leur essence même! Et qui de mieux placé que les Suisses de l'étranger pour porter haut les couleurs de cette identité? Dans le monde entier, être suisse est source de fierté, c'est comme une marque de fabrique autour de laquelle se for-

ment des entreprises et des institutions respectées et réputées pour leur qualité, voire leur excellence.

MARLENE ROMANG, KALAMATA, GRÈCE

Avec ma rente AVS seule, qui s'élève à environ 1450 francs, je ne pourrais pas vivre en Suisse. Cela coûterait très cher à l'État si je m'établissais en Suisse et que je demandais des prestations complémentaires! En Grèce, je m'en sors tout juste et ne dépends de personne!

CHRISTIAN SCHNEIDER, LINDEN, ALLEMAGNE

Les gens qui vivent à l'étranger pendant un certain temps sont plus ouverts à l'égard des autres cultures. Il n'est donc pas étonnant que les résultats des élections et des votations dans la «Cinquième Suisse» soient plutôt libéraux, socialistes et écologistes. Les forces conservatrices en Suisse ne le supportent pas, et c'est là, à mon avis, une des raisons essentielles à leur grogne contre les Suisses de l'étranger.

JEAN-LUC PRAZ, CORONEL, CHILI

Est-ce vraiment une surprise qu'un groupe, que je crois très réduit, considère les Suisses qui vivent à l'étranger comme des mauvais Suisses, ou des demi-Suisses? Je ne le crois pas, car de plus en plus le statut d'étranger d'un pays rend la vie difficile. Dans le pays où je vis, on commence à légiférer en pointant du doigt les résidents étrangers si bien que cela ne me surprend pas du tout qu'on veuille faire de même avec les citoyens helvétiques qui ont choisi un autre pays.

GUIDO PRAMPOLINI, HONGRIE

N'oublions pas que tous les Suisses de l'étranger payent des impôts à la source sur leur caisse de pension. À moins que quelqu'un connaisse une bonne astuce pour ne pas devoir les payer? Meilleures salutations d'un Suisse de l'étranger qui a quitté la Suisse à sa retraite pour ne pas avoir à demander des prestations complémentaires en Suisse. Et non, il ne se dore pas la pilule toute l'année au soleil...

Vous trouverez de nombreux autres commentaires en ligne à la fin de l'article paru dans la «Revue» 1/2025, intitulé «De bons ambassadeurs devenus des parasites?»:

www.revue.link/parasites

the ticket

Une raison de plus
d'utiliser les transports
publics:



Voyager sans limites
avec le Swiss Travel Pass

Plus d'informations
switzerland.com/swisstravelpass

travel swi + zerland